

Canadian  
Forces  
College

Collège  
des  
Forces  
Canadiennes



## LES ÉTATS-UNIS ET LEUR POLITIQUE DE RAPPROCHEMENT ENVERS L'IRAN DEPUIS 1977

Maj S.J.L.P. Belley

**JCSP 42**

**Master of Defence Studies**

### **Disclaimer**

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2016.

**PCEMI 42**

**Maîtrise en études de la  
défense**

### **Avertissement**

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2016.

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES  
JCSP 42 – PCEMI 42  
2015 – 2016

MASTER OF DEFENCE STUDIES – MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

**LES ÉTATS-UNIS ET LEUR POLITIQUE DE RAPPROCHEMENT  
ENVERS L'IRAN DEPUIS 1977**

Maj S.J.L.P. Belley

*“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”*

Word Count: 19 505

*“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”*

Compte de mots: 19 505

**TABLE DES MATIÈRES**

|  |     |
|--|-----|
| Table des matières   | i   |
| Sommaire   | iii |
| Chapitres  |     |
| 1. Introduction  | 1   |
| 2. La présidence de Jimmy Carter   | 3   |
| 2.1 Une relation déjà amochée  | 4   |
| 2.2 On tente de sauver la relation   | 8   |
| 2.3 La bataille est peine perdue pour Carter                                   | 11  |
| 3. L'administration Républicaine de Reagan et Bush                             | 14  |
| 3.1 Une politique ambivalente  | 14  |
| 3.2 Le deuxième mandat de Reagan   | 19  |
| 3.3 D'une politique d'ouverture à l'acte de non-prolifération                  | 24  |
| 4. L'administration Clinton  | 29  |
| 4.1 Une relation en attente et rigide envers l'Iran                            | 30  |
| 4.2 Un changement de garde iranien ramène de l'espoir dans la relation         | 35  |
| 5. L'administration de George W. Bush  | 43  |
| 5.1 Des intérêts communs qui surpassent les événements du 11 septembre         | 44  |
| 5.2 Une ouverture sous condition et des sanctions                              | 53  |
| 6. L'administration Obama  | 59  |
| 6.1 Un vent optimiste qui s'essouffle  | 60  |
| 6.2 Les discussions bilatérales, un accord et une normalisation de la relation | 71  |
| 7. Conclusion  | 78  |

8. Bibliographie

81

## SOMMAIRE

Depuis les quatre dernières décennies, les relations Irano-Américaines sont perçues comme tendues, les sanctions internationales et américaines et les politiques d'isolations dominant ce lien bilatéral. Le programme nucléaire iranien à des fins militaires accroît la tension entre la communauté internationale et l'Iran, mais, aussi au Moyen-Orient, ce qui implique que les États-Unis doivent intervenir pour préserver les intérêts américains. Malgré l'opinion rependue selon laquelle cette relation bilatérale est chaotique et irrégulière, il y a une large part de constance dans la politique iranienne de la Maison Blanche. Ce document se penche sur la politique étrangère des États-Unis de 1977 à aujourd'hui, de manière chronologique et selon les différentes approches adoptées par les administrations démocrates et républicaines, pour démontrer que la politique iranienne des États-Unis est, malgré des périodes de refroidissement ponctuel et conjoncturel, marquée par une volonté constante de rapprochement avec le régime islamique.

Sans être une politique d'ouverture démesurée, depuis 1977, les différentes administrations ont toujours adopté une volonté constante de rapprochement envers la République Islamique d'Iran. En parcourant les différentes politiques américaines adoptées, les rencontres secrètes, des conférences internationales, les communications par lettre ou des discours, ce travail parcourt quatre décennies d'histoire pour établir un lien d'ouverture constant dans la relation Irano-Américaine.

## INTRODUCTION

Dès la fin de la seconde guerre mondiale, les Américains démontrent une attention accrue pour le Moyen-Orient due à ses ressources pétrolières et sa géopolitique dans un contexte de guerre froide avec l'Union soviétique. Les États-Unis reconnaissent très tôt le potentiel de l'Iran pour ses richesses et son influence au Moyen-Orient. Pour protéger les intérêts américains en Iran, le Président Eisenhower supporte le coup d'État de 1953 qui renverse le premier ministre Muhammad Mossadegh et instaure un ami, le Chah Mohammed Reza<sup>1</sup>. Ceci est le début d'une relation centrée sur l'aide américaine visant à coordonner une certaine harmonie entre les deux administrations<sup>2</sup>.

L'administration démocrate de Kennedy et Johnson est moins chaleureuse que celle d'Eisenhower. Toutefois, la dépendance américaine envers le pétrole iranien, l'argent de la vente des armes et les sources d'intelligence contre l'ennemi soviétique crée des intérêts qui surpassent certaines politiques irritantes du Chah<sup>3</sup>. Ces deux administrations vont ainsi continuer d'entretenir des relations plutôt harmonieuses avec la monarchie iranienne.

La situation au Moyen-Orient se détériore au début des années 1970 et le président Nixon développe une nouvelle politique étrangère régionale. Cette doctrine est orientée sur les deux puissances soit l'Iran et l'Arabie Saoudite, dont le rôle étaient d'agir en tant que policiers du Moyen-Orient et de protecteurs des intérêts américains dans la région<sup>4</sup>. La doctrine Nixon était

---

<sup>1</sup> Amir Taheri, «The United States and the Reshaping of the Greater Middle East», *American Foreign Policy Interest* 27, 2005, p. 296.

<sup>2</sup> Donette Murray, *US Foreign Policy and Iran* (London and New York : Routledge Taylor & Francis Group, 2010), p. 3.

<sup>3</sup> Ibid., p. 4-5.

<sup>4</sup> Amir Taheri, «The United States and the Reshaping of the Greater Middle East», *American Foreign Policy Interest* 27, (2005), p. 296.

une politique régionale qui assure une stabilité au Moyen-Orient et limite l'influence soviétique<sup>5</sup>. Elle permet ainsi à l'Iran de se procurer un arsenal complet d'arme à l'exception du nucléaire. Cette politique américaine n'aura qu'un succès de très courte durée et va éclater sous la présidence de Jimmy Carter et la révolution islamique de 1979 qui renverse le Chah.

Depuis la révolution islamique, la politique étrangère américaine à l'égard de l'Iran est complexe et déchirée entre un besoin constant de défendre les principes d'une démocratie libérale et ses intérêts géostratégique et économiques dans la région. Les États-Unis ne peuvent pas ignorer ou isoler l'impact, le contrôle et l'influence de l'Iran au Moyen-Orient. La politique étrangère Américaine fait ainsi face à un dilemme de coopération avec un Iran capricieuse ou se tenir à une politique ferme d'imposer son vouloir sur une puissance moyenne. Il convient par conséquent de s'interroger au sujet de la ligne directrice de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran.

Toutefois, cette analyse ne tente aucunement de nier le caractère conflictuel des relations entre les deux pays. Plusieurs exemples historiques depuis la révolution islamique nous démontrent ce durcissement des relations entre les deux pays. Il est intéressant de se remémorer l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979, l'USS Vincennes qui a détruit un Airbus de la compagnie Iran Air et le Président Bush qui accuse l'Iran de faire partie de l'Axe du Mal pour conclure que les relations sont tendues entre les deux pays<sup>6</sup>. Tous ces exemples établissent la tension indéniable qui existait et qui dure toujours entre les deux pays. Cependant, cet essai tente de démontrer l'autre côté de la relation entre les deux pays, celle qui est inconnue ou méconnue, cette volonté constante de rapprochement qui perdure entre les deux États.

---

<sup>5</sup> Ce travail va se concentrer sur les relations Américaines avec l'Iran et non l'Arabie Saoudite.

<sup>6</sup> Ali M. Ansari, *Confronting Iran* (New York : Basic Books, 2006), p. 246-247.

Dans quelle mesure la politique étrangère des États-Unis envers la République islamique d'Iran (RII) depuis la fin des années 70 est-elle caractérisée par la continuité ou la rupture? Est-elle régulièrement remise en cause au niveau de ses fondements par les différentes administrations ou, au contraire, suit-elle plutôt une orientation cohérente et constante sur l'ensemble de la période? Si continuité il y a, celle-ci est-elle caractérisée par une volonté de confrontation ou, au contraire, par un désir pérenne d'engagement et de normalisation vis-à-vis Téhéran? À travers l'analyse des approches adoptées par les différentes administrations qui se sont succédées à Washington depuis 1977, cet essai va tenter de démontrer que la politique iranienne des États-Unis est, malgré des périodes de refroidissement ponctuel et conjoncturel, marquée par une volonté constante de rapprochement avec le régime islamique.

Pour bien supporter cette analyse, la méthode analytique historique des faits sera utilisée pour déterminer s'il y a une constance dans les relations américaines envers la RII. Il s'agira d'analyser avec toute la rigueur qui sied de manière chronologique chaque présidence américaine et ainsi déterminer s'il y a une politique d'ouverture et de rapprochement envers le régime iranien. Pour ce faire, la présente étude sera articulée autour de l'examen des périodes suivantes: la présidence de Jimmy Carter (1977-1981); l'administration républicaine de Reagan et Bush (1981-1993); la période Clinton (1993-2001) ; l'ère de George W. Bush (2001-2009); et l'administration Obama (2009-à aujourd'hui). Pour chacune des administrations, une analyse détaillée des relations américaines avec l'Iran axée sur la politique étrangère américaine va chercher à déterminer s'il y a une volonté d'engagement, de rupture ou d'un statu quo.

## **LA PRÉSIDENTE DE JIMMY CARTER**



Cette partie analysera l'administration Carter dans sa relation avec l'Iran. Pour cela, cette section sera articulée selon les périodes suivantes : de la campagne électorale à la révolution, de la révolution à la prise d'otage et de la prise d'otage à l'élection de Ronald Reagan. Pour les Américains, cet épisode est crucial dans sa relation avec l'Iran suite au passage d'un gouvernement pro-occidental à un nouveau gouvernement fondé sur des principes religieux. Comment la politique étrangère américaine sous Carter s'adapte-elle à ce changement d'administration et à la transition du Chah vers un leader religieux. Cette administration démocrate va-t-elle être en mesure de retisser les liens avec la RII ou du moins établir une fondation pour assurer une relation fructueuse des futures administrations.

### **Une relation déjà amochée**

Lors de sa campagne électorale, Jimmy Carter fait déjà pressentir une approche axée sur les droits de l'homme<sup>7</sup>. Toutefois, cette vision humanitaire de la politique étrangère américaine amène certains partenaires dont l'Iran à mettre en doute cette nouvelle approche. Carter prône l'importance des droits de l'homme et va même spécifiquement critiquer l'ancien Président Gérald Ford pour la vente d'arme à l'Iran lors de son deuxième débat<sup>8</sup>. Dans le *marécage des ayatollahs* on mentionne que celui que l'on présentera plus tard comme « l'infatigable pèlerin de la paix » est bien décidé à imposer son idéologie en rompant les liens entre l'Amérique et ses alliés les plus douteux, en premier lieu l'Iran des Pahlavi<sup>9</sup>. Suite à la victoire du démocrate Carter contre le républicain Ford, on peut déjà se demander comment vont s'appliquer les relations de l'humanitaire Carter avec le Chah.

---

<sup>7</sup> Donette Murray, «The carcass of dead policies: lessons for Obama in dealing with Iran», *Contemporary Politics* 16, n° 2 (June 2010), p. 212.

<sup>8</sup> Luca Trenta, «The Champion of Human Rights Meets the King of Kings: Jimmy Carter, the Shah, and Iranian Illusions and Rage», *Diplomacy and Statecraft* 24, (2013), p. 478.

<sup>9</sup> Pierre Pahlavi et Christian Pahlavi, *Le marécage des Ayatollahs : Une histoire de la Révolution iranienne* (Paris : Perrin, 2015), p.93.

Par contre, même si les élections semblent avoir créé une divergence idéologique entre Washington et ses partenaires, l'élection n'amène pas, dans l'immédiat, un grand changement dans la politique américaine. En mai 1977, le secrétaire d'État, Cyrus Vance, fait sa première visite officielle en Iran, les rumeurs à Téhéran mentionnent que Washington veut imposer un ultimatum au Chah de libéraliser ces politiques sur les droits de l'homme ou de quitter le pouvoir<sup>10</sup>. Toutefois, la rencontre va se dérouler comme à l'habitude ou la vente d'arme est au centre des discussions et les droits de l'homme ne sont aucunement abordés<sup>11</sup>. La vente d'arme à l'Iran demeure au centre de la politique étrangère de Carter dans la région qui ne voit pas comment la suspension de la vente d'arme aura comme conséquence d'améliorer les droits de l'homme ou la démocratie en Iran<sup>12</sup>. Ainsi, les relations entre l'Iran et l'administration Carter demeurent inchangées, soient centrées sur la vente d'arme et une continuité de la doctrine Nixon.

La première rencontre officielle de Carter avec le Chah se déroule en novembre 1977 à Washington. Dans ses mémoires, Carter mentionne qu'il rencontre le Chah en privé et lui demande de revoir ses politiques pour essayer de diminuer la répression de certains groupes dissidents<sup>13</sup>. Le Chah refuse et mentionne que ses politiques ont été créées pour combattre le Communisme et tant que cette menace existe, les lois ne peuvent être changées<sup>14</sup>. Les relations américaines avec le Chah sont toutefois beaucoup plus grandes et surpassent les préoccupations de Carter sur les droit de l'homme. Il considère le Chah comme un allié fort par sa capacité à maintenir de bonnes relations avec l'Égypte et l'Arabie Saoudite mais aussi de fournir du pétrole

---

<sup>10</sup> Trenta, *The Champion of Human Rights Meets the King of Kings*, p. 479.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 18.

<sup>13</sup> Jimmy Carter, *Keeping Faith : Memoirs of a President* (New York : Bantam Books, 1982), p. 436.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 436-437.

à Israël malgré le boycott des pays arabes<sup>15</sup>. Cette relation de soutien est confirmée lors du discours de Carter à Téhéran le 31 décembre 1977 lorsqu'il mentionne :

Iran, because of the great leadership of the Shah, is an island of stability in one of the more troubled areas of the world. This is a great tribute to you, Your Majesty, and to your leadership and to the respect and admiration and love your people give to you<sup>16</sup>.

Il est évident que les préoccupations initiales mentionnées lors de la campagne électorale sont maintenant mises de côté pour le moment et que les relations américaines avec l'Iran à l'aube de 1978 sont excellentes.

L'année 1978, sera une année de manifestation en Iran qui va remettre en question la relation américaine avec le Chah. La situation interne en Iran devient de plus en plus tendue avec des manifestations régulières, des massacres à la place Jāléh, la crise augmente en intensité et menace le maintien du Chah à la tête de l'Iran à la fin de l'année<sup>17</sup>. L'administration Carter se retrouve prise entre deux options, celle de supporter le Chah qui est en poste depuis 30 ans ou de supporter la révolution et ainsi abandonner le soutien du leader iranien.

La révolution tente de communiquer avec l'administration américaine pour établir des ponts. En mai 1978, Ibrahim Yazdi, l'un des conseillers de Khomeini tente de rencontrer le département d'état américain sans succès<sup>18</sup>. Toutefois, il réussit finalement à discuter avec l'officier politique de l'ambassade à Téhéran, mais, les États-Unis rejettent toutes négociations avec une personne autre que le Chah<sup>19</sup>. Ce choix de l'administration américaine de tourner le dos à l'envoyé de Khomeini doit être considéré comme un moment tournant qui influencera les relations américaines pour plusieurs années.

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 435.

<sup>16</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 19.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>18</sup> Trenta, *The Champion of Human Rights Meets the King of Kings*, p. 486.

<sup>19</sup> *Ibid.*

Le 4 janvier 1979, lors de la conférence de la Guadeloupe, Carter, évoquant les menaces que l'URSS faisait peser sur l'Afghanistan, déclara qu'il souhaitait que le Chah soit écarté du pouvoir et remplacé par Khomeini<sup>20</sup>. Cependant, dans ses mémoires il mentionne qu'il va supporter le Chah jusqu'au moment qu'il y ait une autre option ce qui est contraire aux dires de la conférence de la Guadeloupe<sup>21</sup>. De plus, cette décision de soutenir le Chah ne fait pas l'unanimité au sein de l'administration Carter. L'ambassadeur à Téhéran envoie un message à Cyrus Vance qui urge le gouvernement d'entamer des discussions avec Khomeini et mentionne: *You should know that the president had made a gross and perhaps irretrievable mistake by failing to send an emissary to Paris to see Khomeini. I cannot understand the rationale for this unfortunate decision*<sup>22</sup>. Toutefois, le 10 janvier 1979, Carter réalise que le Chah est déchu et tente de rejoindre la nouvelle administration via la France pour transmettre un message à Khomeini<sup>23</sup>. De plus, il envoie le général Huyser pour assurer une transition en douceur et éviter un coup d'état violent<sup>24</sup>. Cependant, la nouvelle administration iranienne ne pardonnera pas aussi facilement aux américains le fardeau des abus que le Chah a commis et ceux-ci vont toujours devoir en assumer une part des responsabilités<sup>25</sup>. Le Chah se sentant vieillissant, malade, usé, et abandonné par le président américain, décide de quitter le pays avec sa famille, afin d'éviter que la situation ne dégénère en véritable guerre civile<sup>26</sup>. La doctrine Nixon permettait au Pentagone de ne pas pré positionner de troupes dans le Golfe Persique, car

---

<sup>20</sup> Amir Aslan Afshār, *Mémoires d'Iran* (Paris : Mareuil Éditions, 2016), p. 8.

<sup>21</sup> Jimmy Carter, *White House Diary* (New York : Farrar, Straus and Giroux, 2010), p. 272.

<sup>22</sup> David Crist, *The twilight war* (New York : The Penguin Press, 2012), p. 22.

<sup>23</sup> Pierre Pahlavi et Christian Pahlavi, *Le marécage des Ayatollahs*, p. 387-389.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> Paul R Pillar, «The Role of Villain: Iran and U.S. Foreign Policy», *Political Science Quarterly* 128, n°2 (2013), p. 223.

<sup>26</sup> Pierre Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988* (Paris : Perrin, 2013), p. 72.

le Chah et l'Arabie Saoudite protégeaient les intérêts américains, avec le départ de celui-ci, Carter va devoir revoir sa politique au Moyen-Orient<sup>27</sup>.

### **On tente de sauver la relation**

Le 12 février 1979, Carter déclare officiellement qu'il est prêt à travailler avec le nouveau régime et il entérine la RII le 14 février 1979<sup>28</sup>. Donette Murray soutient que la reconnaissance du nouveau régime est appuyée par le désir d'éviter que l'ennemi soviétique profite de la situation pour s'ingérer dans les affaires iraniennes<sup>29</sup>. Rétablir les relations de travail avec une nouvelle administration représente une tâche ardue. Cependant, les deux gouvernements semblent prédisposés à travailler ensemble et établir une relation amicale comme le mentionne le Président Carter lors de sa conférence de presse en février 1979 :

The Khomeini government has made it clear ever since it came into power, through our direct negotiations with Prime Minister Bazargan and our Ambassador and through their emissaries, who have even today talked to Secretary Vance, that they desire a close working and friendly relationships with the United States. [...] But, as I say, we cannot freeze the status quo in a country when it's very friendly to us. When the change is made by the people who live there, we do the best we can to protect American interests by forming new alliances, new friendships, new interrelationships, new trade relationships, new security relationships, perhaps, in the future, with the new government, and that's the best we can do<sup>30</sup>.

Ainsi, suivant la révolution, les relations sont ouvertes entre les deux États qui poursuivent un lien diplomatique. Les relations économiques entre les deux pays semblent stables au niveau des ventes d'armes américaines à l'Iran et la vente de pétrole aux États-Unis<sup>31</sup>. De plus, Carter

---

<sup>27</sup> Lewis D. Solomon, *Paul D. Wolfowitz : Visionary Intellectual, Policymaker, and strategist* (London : Praeger Security International, 2007), p. 26.

<sup>28</sup> Pierre Pahlavi et Christian Pahlavi, *Le marécage des Ayatollahs*, p. 396.

<sup>29</sup> Murray, *The carcass of dead policies*, p. 210.

<sup>30</sup> Jimmy Carter, (The Presidents news conference, Washington, United States, 27 February 1979).

<sup>31</sup> Pierre Pahlavi et Christian Pahlavi, *Le marécage des Ayatollahs*, p. 503.

approuve personnellement la vente de kérosène et de mazout à l'Iran en août 1979<sup>32</sup>. Les deux administrations semblent se trouver des points en commun pour commencer une relation stable à long terme.

La stratégie américaine consiste à créer des liens avec les pro-occidentaux du régime iranien afin de diminuer les tensions et faire valoir leurs intérêts; cependant, cette approche engendre l'effet contraire, celle d'une grande ingérence américaine dans les affaires iraniennes<sup>33</sup>. Mr. Mousavian soutient que les États-Unis auraient eu une plus grande réussite avec une politique moins agressive et plus d'ouverture pour ainsi réduire les soupçons des partisans anti-américains au pouvoir<sup>34</sup>. Cette politique d'ouverture ne sera jamais préconisée par l'administration américaine. Par contre, la diplomatie internationale est un jeu complexe et on doit utiliser la finesse pour parvenir à ses fins. Ces deux pays comprennent très bien la stratégie et il existe un désir commun de coordonner les activités entre le gouvernement Carter et Bāzargān<sup>35</sup>. Les intérêts nationaux des deux pays exigent une énorme coopération. Du côté américain, ce sont des objectifs régionaux et de limiter l'influence soviétique dans la région. Du côté iranien, ils ont toujours favorisé les Américains face aux Soviétiques qui eux sont en étroites collaborations avec l'Irak, leur pays voisin. Cette situation entre l'URSS et l'Irak, suscite une très grande méfiance de la part de l'Iran. Les décisions qui vont suivre de la part des deux côtés iront à l'encontre de la logique régional et va engendrer la période de tension que l'on connaît aujourd'hui et enflammer la relation entre ces deux anciens alliées.

---

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> Seyed Hossein Mousavian, *Iran and the United States : An Insider`s View on the Failed Past and the Road to Peace* (New York : Bloomsbury, 2014), p. 60.

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> Pierre Pahlavi et Christian Pahlavi, *Le marécage des Ayatollahs*, p. 509.

En août 1979, l'Iran annule son contrat d'arme de 10 milliards de dollars avec l'Administration américaine dû à un surplus de capacité militaire suite aux investissements rocambolesques du Chah en armement, ce qui va valoir à la nouvelle administration iranienne la foudre du Congrès américain<sup>36</sup>. Cette décision amène l'administration Carter à revoir sa relation avec les nouveaux dirigeants. De plus, elle se retrouve à faire face à des pressions internes très grande sur deux niveaux qui vont affecter les choix politiques et déterminer le futur des relations entre les États-Unis et l'Iran. Dans un premier temps, le congrès annule la vente de pièces détachées à l'Iran à l'encontre de la position du Président Carter qui désire construire une relation avec le RII, ne peut rien faire contre cette décision<sup>37</sup>. Par la suite, le Président Carter doit faire face à une demande de séjour du Chah aux États-Unis pour des raisons de santé, supportée par des personnalités importantes tels Rockefeller, qui crée une animosité dans les relations avec l'Iran<sup>38</sup>.

En marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, Cyrus Vance rencontre le ministre des affaires étrangères iranien, Ibrahim Yazdi<sup>39</sup>. Les États-Unis offrent de s'engager dans une relation de confiance avec l'Iran, ce que la RII rejette parce qu'il ne croit pas que les États-Unis comprennent la nouvelle dynamique iranienne et aussi par crainte d'intervention dans la politique interne iranienne<sup>40</sup>. De plus, lors de la célébration du 25e anniversaire de l'indépendance d'Algérie, Brzeziński, conseiller sur la sécurité nationale américaine, Yazdi, et Bāzargān ont une rencontre dans la chambre d'hôtel de ce dernier<sup>41</sup>. On discute de la relation bilatérale et les Iraniens indiquent que la RII désapprouve la nouvelle que le Chah reçoit des

<sup>36</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 86.

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> Carter, *Keeping Faith : Memoirs of a President*, p. 455-456.

<sup>39</sup> Dore Gold, *The rise of nuclear Iran : How Tehran defies the West* (Washington D.C.: Regnery Publishing, 2009) p.70.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 71.

traitements médicaux en sol américain<sup>42</sup>. Les États-Unis reconnaissent la RII et mentionnent qu'ils n'ont aucune intention de replacer le Chah, toutefois, ces promesses ne sont pas suffisantes pour la délégation iranienne et la nouvelle de cette rencontre avec le grand Satan soulève la population iranienne<sup>43</sup>. Plusieurs facteurs ont contribué à la hausse de la tension entre les deux États, la cessation du contrat de pièces détachées, l'autorisation d'hospitaliser le Chah en sol américain et les rencontres entre dirigeants ont l'effet de produire la colère de la rue islamiste et précipitent la prise de l'ambassade américaine à Téhéran.

Le 4 novembre 1979, une manifestation étudiante dans les rues de Téhéran tourne au cauchemar quand l'ambassade américaine est envahie et 52 otages américains sont capturés<sup>44</sup>. L'ayatollah Khomeini leur apporte publiquement son soutien et va profiter de cet événement pour dissoudre le gouvernement de Bāzargān associé aux négociations américaines et le remplacer par Mohammed Ali Radjai, un universitaire proche des milieux radicaux islamique<sup>45</sup>. Les américains sont aux prises avec une crise d'otages mais ils ont aussi perdu un gouvernement plus propice aux intérêts américains qui est remplacé par un gouvernement beaucoup plus radical. Cette crise qui durera jusqu'au départ de Jimmy Carter de la présidence américaine, est un message clair que l'administration iranienne envoya au États-Unis et remet en doute l'influence américaine dans la région<sup>46</sup>.

### **La bataille est peine perdue pour Carter**

Ceci marque le début des relations tendues entre les deux pays et qui va persister à travers le temps. À la suite de la prise d'otage par les étudiants iraniens, les premières sanctions contre

---

<sup>42</sup> Ibid.

<sup>43</sup> Crist, *The twilight war*, p. 27.

<sup>44</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 87.

<sup>45</sup> Ibid.

<sup>46</sup> Pillar, *The Role of Villain : Iran and U.S. Foreign Policy*, p. 219.



l'Iran sont prises sous l'ordre exécutif 12170 qui gèle approximativement 12 milliards d'avoirs iraniens incluant des dépôts dans des banques, de l'or et des propriétés<sup>47</sup>. Ces sanctions demeureront en vigueur pendant plus de 30 ans.

Le 23 janvier 1980, la doctrine Carter est annoncée lors de son discours *State of the Union*. Il mentionne:

Let our position be absolutely clear: An attempt by any outside force to gain control of the Persian Gulf region will be regarded as an assault on the vital interest of the United States of America, and such an assault will be repelled by any means necessary, including military force<sup>48</sup>.

Selon Michael Klare, cette doctrine persiste encore aujourd'hui dans la politique américaine et elle est centrale à tout ce que les américains déclarent vital<sup>49</sup>. Ce que Carter a exprimé par cette doctrine, c'est qu'il accepte d'avoir perdu la relation privilégiée avec l'Iran; toutefois, il met en garde tous les autres États qui osent penser que les États-Unis vont laisser aller leurs intérêts et il se dit prêt à intervenir militairement au besoin. Pour l'Iran, ceci représente une évidente mise en garde à ce que les États-Unis interviendront militairement s'ils entravent leurs intérêts dans le Golfe Persique. La RII se doit de comprendre les intérêts américains dans la région et de ne pas les réduire ou les anéantir à moins d'accepter un affrontement.

Malgré la prise d'otage et les sanctions, Carter refuse néanmoins de rompre les relations diplomatiques avec Téhéran<sup>50</sup>. Ceci n'empêche pas que dès le printemps 1980, on peut déjà sentir que la diplomatie ne peut résoudre la prise d'otage et l'administration procède avec une

---

<sup>47</sup> Najam Rafique et Babar Shah, «Political and economic impact of nuclear-related sanctions on Iran and its foreign policy options», *Strategic Studies XXXII-XXXIII* 4-1, (Mar 31, 2013), p. 17.

<sup>48</sup> Carter, Jimmy, (The State of the Union Address Delivered before a Joint Session of the Congress, Washington, United States, 23 January 1980).

<sup>49</sup> Michael T Klare, «Oil, Iraq, and American foreign policy: The continuing salience of the Carter doctrine», *International Journal* 62, n° 1 (Winter 2006/2007), p. 32.

<sup>50</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 88.

autre option, un plan de sauvetage militaire<sup>51</sup>. L'échec de la diplomatie est dû au manque de cohérence de la politique américaine, qui est divisée à l'interne entre Brzeziński, conseiller sur la sécurité nationale qui prône la fermeté et Vance, son secrétaire d'état, partisan de l'apaisement<sup>52</sup>. Carter opte pour la politique rigide et décrète un embargo total à l'endroit de l'Iran et rompt finalement les relations diplomatiques avec l'Iran le 7 avril 1980<sup>53</sup>. Cette décision intervient bien tardivement malgré l'affront de la crise des otages ce qui témoigne clairement de la volonté de Carter de sauver la relation avec les Mollahs à tout prix.

La solution des otages passe maintenant par l'option militaire. Les États-Unis vont déclencher l'opération «EagleClaw» le 24 avril 1980 qui va se terminer avec un échec désastreux et qui procure un répit à l'Iran qui va en profiter pour éliminer les derniers partisans libéraux du pouvoir et les remplacer par des proches de Khomeini<sup>54</sup>. Cette débâcle militaire pour le sauvetage des otages américains amènent Carter à revoir sa politique envers l'Iran. Sa solution est de tout simplement d'attendre que le gouvernement de Khomeini décide qu'il est prêt à négocier<sup>55</sup>.

Même si il y a rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, la CIA et le Pentagone poursuivent toujours des négociations discrètes avec les autorités iraniennes pour échanger la libération des otages contre la livraison de pièces de rechange<sup>56</sup>. Ces échanges ne vont voir leur apogée que lors de l'arrivée de Reagan au pouvoir. Ceci est le premier exemple que

---

<sup>51</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 33.

<sup>52</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 91.

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> *Ibid.* p. 91-92.

<sup>55</sup> Betty Glad, «Personality, Political and Group Process Variables in Foreign Policy Decision-Making: Jimmy Carter's Handling of the Iranian Hostage Crisis», *International Political Science Review* 10, n° 1 (1989), p. 40.

<sup>56</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 93.

malgré une politique rigide du gouvernement Carter, il y a toujours eu une ouverture constante pour la négociation entre les deux gouvernements.

Carter fût le président de la transition entre le Chah, la révolution et la RII. Il était important de décrire en détail ce changement de politique américaine à travers cette administration qui a passé d'une politique convergente d'intérêt commun envers l'Iran, à une politique stagnante face à un vent de changement et pour finir avec une politique d'isolement. Même si cette politique est encore jeune lors du départ de Carter, on peut déjà voir que malgré la rupture des relations, le Pentagone et la CIA ont continué à négocier avec l'Iran pour trouver un terrain d'entente. Dès la prise du pouvoir par Ronald Reagan, les otages américains sont libérés par l'Iran.

## **L'ADMINISTRATION RÉPUBLICAINE DE REAGAN ET BUSH**

Cette partie analysera l'administration républicaine de Ronald Reagan et de George H.W. Bush dans sa relation avec l'Iran. Pour cela, cette section sera articulée selon les mandats de ces deux présidents. Il faut aussi mentionner que le président Bush a été le vice-président de Reagan lors de ces deux mandats ce qui établit une certaine continuité dans leur politique. Les républicains prennent le pouvoir dans un climat de rupture des relations diplomatiques et l'imposition de sanction, toutefois, le Pentagone et la CIA ont poursuivi leurs négociations avec l'Iran. Cette poursuite de négociation secrète va-t-elle persévérer ou même augmenter lors des 12 prochaines années du pouvoir républicain et ainsi confirmer l'ouverture des relations Irano-Américaine.

### **Une politique ambivalente**

L'administration Reagan arrive au pouvoir le 20 janvier 1981, un jour après l'entente d'Alger entre Washington et Téhéran sur les modalités de la libération des otages américains<sup>57</sup>. Cet accord mentionne que les Américains ne peuvent intervenir dans les affaires internes iraniennes, qu'ils doivent débloquer les avoirs iraniens saisis et en échange ils vont recevoir les 52 otages américains<sup>58</sup>. Cette entente permet de résoudre le problème des otages qui a créé une crise interne américaine et qui a coûté une réélection à Jimmy Carter. Ce compromis résout une affaire pressante pour la nouvelle administration Reagan avant même qu'il accède à la Maison-Blanche.

Le 25 janvier 1981, James Reston, un vétéran journaliste pour le *New York Times*, publie que la nouvelle administration désire normaliser la relation avec l'Iran le plus rapidement possible pour éviter que cette situation de tension devienne permanente<sup>59</sup>. Ali Ansari mentionne qu'au début des années 1980, plusieurs Américains influents du monde politique et militaire croient que l'Iran doit être sauvé et qu'on doit se préparer pour des retrouvailles en reconstruisant la relation, accepter les changements et aller de l'avant<sup>60</sup>. L'Iran demeure un pays géostratégique critique avec déjà 85,000 troupes Soviétiques à la frontière nord-iranienne, en Afghanistan<sup>61</sup>.

Dès 1981, l'administration Reagan assiste à des rencontres secrètes avec les représentants iraniens pour discuter de la vente d'arme, et ce à plusieurs reprises<sup>62</sup>. Cette situation amène le secrétaire d'État, Alexander Haig, à proposer de faire de l'Iran un allié, et ce en dépit de

---

<sup>57</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 523.

<sup>58</sup> Ansari, *Confronting Iran*, p. 99.

<sup>59</sup> James Reston, «Washington; Make Peace with Iran?», *New York Times*, 25 January 1981.

<sup>60</sup> Ansari, *Confronting Iran*, p. 99.

<sup>61</sup> James Reston, «Washington; Make Peace with Iran?», *New York Times*, 25 January 1981.

<sup>62</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 47.

l'expérience récente de la crise des otages<sup>63</sup>. La réalité demeure que les États-Unis sont dépendants de l'Iran comme base logistique dans leur possible guerre contre l'Union soviétique<sup>64</sup>. La nouvelle administration se doit de rétablir sa relation avec l'Iran et de préconiser une politique d'ouverture pour contrer la menace possible de l'Union soviétique.

L'administration Reagan rentre aux pouvoirs dans un climat de guerre entre l'Iran et l'Irak qui domine la scène régionale du Moyen-Orient. En septembre 1980, Saddam Hussein envahit l'Iran de manière opportuniste et non justifiée suite à une déclaration maladroite de l'ambassadeur iranien en Irak qui encourage les chiites irakiens à renverser le dictateur<sup>65</sup>. Saddam Hussein veut profiter de la faiblesse du régime iranien pour renforcer sa situation géopolitique dans le monde arabe en démontrant une armée forte, un pays puissant et ainsi renforcer sa position de figure dominante de la région<sup>66</sup>. Les États-Unis resté officiellement neutre, ils essaient de préserver leurs intérêts dans cette région et pour atteindre cet objectif, une balance de pouvoir entre les puissances semble être la solution à adopter. Les intérêts stratégiques des Américains sont d'assurer que le balancier ne tombe pas entre les mains d'un pouvoir hostile aux États-Unis et à ses alliées dans la région comme décrite dans la doctrine Carter<sup>67</sup>. Pour les Américains, si l'Iran gagne sa guerre, le balancier pourrait dangereusement pencher contre ses amis (le Conseil de Coopération des États arabes du Golfe Arabique et Israël) et ses intérêts dans la région<sup>68</sup>. Brent Scowcroft, l'un des conseillers les plus influents du parti républicain mentionne; «l'ouverture en direction de Bagdad ne témoignait pas de notre préférence idéologique ou d'un quelconque calcul énergétique, mais du seul fait que nous ne

---

<sup>63</sup> Babak Ganji, *Politics of confrontation* (New York : Tauris academic studies, 2006), p.235.

<sup>64</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 44.

<sup>65</sup> Ansari, *Confronting Iran*, p. 97-98.

<sup>66</sup> Ibid. p. 98.

<sup>67</sup> Abid Lubna Ali, « Historic US-Iran relations: Revisiting Ideology and Geostrategy », *Pakistan Journal of American Studies* 26, n° 1 & 2, (Spring & Fall 2008), p. 55-56.

<sup>68</sup> Ibid.

voulions voir aucun des deux belligérants l'emporter»<sup>69</sup>. En février 1982, les États-Unis enlèvent l'Irak de la liste des États terroristes ce qui est perçu comme une insulte par l'Iran qui est en guerre contre cet état<sup>70</sup>.

En 1983, George Shultz, le nouveau secrétaire d'État, modifie la politique de Washington avec l'appui du Président en adoptant une politique baptisée Opération Staunch, qui consiste à empêcher la fourniture d'armes à l'Iran et l'Irak ce qui inciterait ses alliées à embrasser la même approche<sup>71</sup>. Cette politique a pour but d'éliminer les armes ce qui amènerait forcément la paix. Toutefois, cette politique officielle n'est même pas respectée par les États-Unis qui préfèrent préconiser une stabilité dans la région par la vente d'arme en secret à l'Irak et à l'Iran pour assurer qu'il n'y ait aucun gagnant dans ce conflit<sup>72</sup>. Ainsi, l'administration Reagan qui affiche une position officielle neutre dans le conflit va toutefois jusqu'au cessez le feu, maintenir des relations ambiguës avec les deux belligérants avec la vente d'armes pour maintenir l'équilibre des forces entre les deux pays.

Vers la fin du premier mandat du Président Reagan, la position officielle Américaine ne reflète pas l'ouverture présente dans la relation Irano-Américaine. Ce rapprochement persiste encore une fois avec la vente d'arme qui domine cette relation bilatérale. Reagan poursuit la doctrine Carter et s'assure que les intérêts vitaux des Américains et plus spécifiquement le pétrole continuent à arriver du Moyen-Orient malgré la guerre qui persiste entre l'Iran et l'Irak<sup>73</sup>.

---

<sup>69</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 220.

<sup>70</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 45.

<sup>71</sup> André Lecours, «La complexité de valeurs dans la politique étrangère de l'administration Reagan face à l'Iran», *Revue Études internationales*, volume XXVII, n° 3 (septembre 1996), p. 544.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 545.

<sup>73</sup> Klare, *Oil, Iraq, and American foreign policy*, p. 34.

L'Iran, en représailles à la politique de balancier et le rapprochement américain avec l'Irak, va supporter l'enlèvement d'Américains au Liban pour éviter un engagement militaire direct avec les États-Unis en contrôlant la circulation des pétroliers dans le Golfe<sup>74</sup>. Les Américains savent très bien que la libération des otages nécessite le support de Téhéran<sup>75</sup>. Même si cette façon de faire est irritante pour les Américains, le Conseil national de sécurité maintient que la vision stratégique exige une politique d'ouverture envers l'Iran<sup>76</sup>. Cette politique d'ouverture reflète un objectif commun Irano-Américain de neutraliser l'expansion Soviétique et leur présence en Afghanistan. L'Iran et les États-Unis supportent les Moudjahidines en Afghanistan contre l'invasion soviétique<sup>77</sup>. Les États-Unis se doivent de maintenir un dialogue avec l'Iran dans leur bataille contre l'Union soviétique.

En dépit de l'image d'une administration Reagan farouchement hostile aux Mollahs, une analyse de cette période tend à démontrer que les États-Unis ont adopté une politique pour le moins ambivalente à l'égard de l'Iran. Les États-Unis jouent un double jeu en supportant l'Irak pour contenir l'expansion de la République islamique tout en conservant des liens étroits avec l'Iran pour assurer que l'Empire soviétique soit endigué. L'opération Staunch, la politique officielle américaine, n'est pas véritablement mise en œuvre. Elle discrédite même les États-Unis dans les années qui suivent lorsque le scandale Iran-Contra va être mis à jour. Le premier mandat de l'administration Reagan montre un gouvernement américain tentant de contrôler le Moyen-Orient et tous les joueurs impliqués, ce qui occasionne une relation avec l'Iran encore plus confuse. La politique d'ouverture américaine persiste de peine et misère supportée par le vouloir

---

<sup>74</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 295.

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 49.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 46-47.

des deux États à contrer les Soviétiques, notamment en Afghanistan, et quelques rencontres secrètes pour la négociation des armes durant cette période.

### **Le deuxième mandat de Reagan**

Au printemps 1985, le groupe de conseillers seniors interdépartementaux du président Américains conclut qu'un dialogue entre l'Iran et les États-Unis contribuerait à assurer la protection des intérêts vitaux américains au Moyen-Orient<sup>78</sup>. Le 17 mai 1985, un analyste de la CIA, Graham Fuller, remet au directeur Casey un mémorandum s'intitulant *Toward a Policy on Iran*<sup>79</sup>. Dans cette analyse, Fuller mentionne que la politique américaine de ne pas vendre d'arme à l'Iran sert les intérêts soviétiques et que pour assurer une bonne relation avec l'Iran, ils devraient permettre à des états alliés de vendre des armes américaines à celui-ci<sup>80</sup>.

Pour Reagan et ses conseillers, le risque de relancer les négociations avec l'Iran dans une atmosphère de guerre avec l'Irak et la situation des otages Américains au Liban par des organisations supportées par l'Iran en vaut toutefois la peine<sup>81</sup>. Reagan approuve ainsi la vente d'armes à l'Iran et Robert MacFarlane envoie son assistant, Michael Ledeen, pour rencontrer le Premier ministre israélien, Shimon Peres, pour discuter de cette option<sup>82</sup>. Les premières discussions entre les deux pays autorisent Israël à vendre des armes américaines à l'Iran, cependant, après plusieurs rencontres, cette politique se traduit plutôt en une vente d'arme en échange des otages américains<sup>83</sup>. Il y aura six transferts d'armes durant la période d'août 1985 à

<sup>78</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 49.

<sup>79</sup> Lecours, La complexité de valeurs dans la politique étrangère de l'administration Reagan, p. 548.

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 51.

<sup>82</sup> Bruce D. Hicks, «Internal competition over foreign policy-making: the case of U.S. arms sales to Iran», *Policies Studies Review* 9, n° 3 (Spring 1990), p. 472.

<sup>83</sup> *Ibid.*



octobre 1986, dont les 3 derniers seront sous le contrôle opérationnel des États-Unis et les armes proviendront directement de la réserve d'arme américaine<sup>84</sup>.

Cette vente d'arme amène un réchauffement des relations diplomatiques entre les deux pays ce qui incite Reagan à envoyer une délégation à Téhéran. Robert MacFarlane dirige la délégation à la demande de John Poindexter qui l'a remplacé comme conseiller pour la Sécurité nationale, à une rencontre à Téhéran du 25 au 28 mai 1986, ce qui confirme une ouverture des négociations entre les deux pays<sup>85</sup>. À la mi-septembre, une délégation iranienne se rend en toute discrétion à Washington pour approfondir les discussions qui se poursuivent en octobre, cette fois en Allemagne<sup>86</sup>. Il ne fait aucun doute que la relation entre les deux pays semble relancée avec cette vente d'armes directes. Les profits de cette vente sont détournés illégalement au Nicaragua pour supporter des rebelles<sup>87</sup>.

Lors de la découverte de ce scandale, l'administration Reagan est dans l'embarras pour l'échange d'arme contre des otages, mais aussi pour l'utilisation illégale de fonds pour le soutien des rebelles du Nicaragua. La fuite de l'information provient des tenants de la faction autarcie iranienne qui s'inquiète de voir la république se rapprocher des États-Unis<sup>88</sup>. Malgré ce cuisant échec, le secrétaire d'État, Michael Armacost prône toujours une politique d'ouverture envers le pouvoir iranien<sup>89</sup>. Après trois mois de silence, le président prend finalement la parole et mentionne :

Well, if I hadn't thought it was right in the beginning, we never would have started that. It was an opportunity presented by people evidently of some

---

<sup>84</sup> Hicks, *Internal competition over foreign policy-making: the case of U.S. arms sales to Iran*, p. 476.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 480.

<sup>86</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 398.

<sup>87</sup> Pillar, *The Role of Villain: Iran and U.S. Foreign Policy*, p. 221.

<sup>88</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 398.

<sup>89</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 56.

substance in the Iranian Government to open up a channel to probably better relations between our two countries, maybe even leading to more influence in getting this terrible war ended there in the Middle East<sup>90</sup>.

Ainsi, il ne fait aucun doute que l'administration Reagan a entretenu une politique d'ouverture envers l'Iran grâce à la vente d'armes. Toutefois, ce scandale va modifier la politique de Reagan qui devient ferme envers l'Iran dans les dernières années de son pouvoir.

Dès janvier 1987, les États-Unis annoncent leur nouvelle stratégie dans la *National security strategy* (NSS) qui décrit une politique plus ferme envers l'Iran. On mentionne:

Those interests are threatened by the continuation of the Iran-Iraq conflict, the existence of deep-seated Arab-Israeli tensions, the growth of anti-Western political movements in the region, and the use of terrorism as an instrument of state policy, particularly by Libya, Syria, and Iran. [...] We remain firmly committed to a prompt and honorable negotiated settlement of the Iran-Iraq war. Current Iranian behavior poses a serious threat to our interests and those of our friends in the region. Until Iran ceases its efforts to prolong the senseless war with Iraq, we will work actively to block the flow of arms and military material to Iran.<sup>91</sup>

La politique étrangère sous Reagan était constituée de deux politiques contradictoires comme on peut le voir, nous avons la politique publique d'un blocus des armes et celle d'une politique secrète de vente d'armes à l'Iran<sup>92</sup>. On comprend que l'Iran-Contra nous dévoile plus qu'une opération secrète, elle reflète l'ambiguïté de la ligne stratégique américaine, accomplie avec des hypocrisies de leur président<sup>93</sup>. Cette politique secrète étant divulguée sur la place publique, il ne reste plus que la politique officielle, ce que le gouvernement va mettre en application.

<sup>90</sup> Ronald Reagan (discours, White House, Washington, United States, 4 March 1987).

<sup>91</sup> Executive Office of the President of the United States, *The National Security Strategy of the United States of America, January 1987* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1987), p. 17.

<sup>92</sup> Beau Grosscup, «Global terrorism in the post-Iran-Contra era: debunking myths and facing realities», *International Studies* 29, n° 1 (1992), p. 59.

<sup>93</sup> Stephen R Graubard, *MR. Bush's war: Adventures in the politics of illusion* (New York : Hill and Wang, 1992), p. 51.

Le 21 juillet 1987, Washington lance l'opération *Earnest Will* pour escorter les navires de ravitaillement battant pavillon américain qui circulent dans le Golfe<sup>94</sup>. Après quelques altercations et confrontés à des champs de mines, les Américains répliquent le 19 octobre 1987 avec l'opération *Nimble Archer* contre deux plateformes marines iraniennes qu'ils vont détruire avec une très grande puissance de feu<sup>95</sup>. Les Iraniens vont riposter en tirant un missile sur le terminal pétrolier koweïtien d'Al-Ahmadi ce qui pousse le Koweït à accepter la présence américaine dans leurs eaux et territoires<sup>96</sup>. Le 30 octobre, le gouvernement Reagan adopte l'ordre exécutif 12613, qui interdit toute importation de produits iraniens, incluant le pétrole<sup>97</sup>. Cette mesure politique démontre la rigueur de l'administration Reagan à négocier avec l'Iran dans cette foulée. Le 18 avril 1988, c'est l'opération *Praying Mantis* qui a pour objectif de détruire deux autres plateformes marines et qui réussit avec succès, toutefois, la réponse iranienne est plus féroce en lançant des contre-torpilleurs, avions de chasse et des vedettes du fameux Corps naval des Gardiens de la Révolution Islamique avec peu de succès face aux Américains<sup>98</sup>.

Le dernier accrochage entre les deux pays va survenir le 3 juillet 1988 lorsque le USS Vincennes détruit un Airbus civil d'*Iran Air* avec 300 personnes à bord<sup>99</sup>. Cet acte demeure l'événement le plus sombre de la relation entre les deux pays. Malgré cet horrible geste posé par l'USS Vincennes, le public américain, sous l'influence d'une décennie de campagne de déshumanisation de l'Iran comme des terroristes par leur président, approuve le geste commis par le commandant et Reagan refuse de s'excuser<sup>100</sup>. Ce n'est que l'administration Clinton, 8 ans

---

<sup>94</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 433.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 443.

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> U.S. Department of the treasury, «Resource Center, Iran sanction», consulté le 7 novembre 2015, <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Pages/iran.aspx>.

<sup>98</sup> Razoux, *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, p. 457-463.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 469-472.

<sup>100</sup> Grosscup, *Global terrorism in the post-Iran-Contra era*, p. 61.

plus tard, qui va accepter de déboursier une compensation pour les victimes de cette tragédie en ne reconnaissant toutefois aucunement que c'est la faute des Américains<sup>101</sup>.

Cependant, on se doit de mentionner les efforts des Nations Unies et des États-Unis pour établir un cessez-le-feu à la guerre Iran-Irak. Dès janvier 1988, la NSS inclut le conseil de sécurité pour en arriver à une solution. Après 8 années de guerre, l'Iran et l'Irak doivent prendre une approche compréhensive de la situation à laquelle les Irakiens sont déjà ouverts et l'on tente maintenant de convaincre les Iraniens<sup>102</sup>. Le 17 juillet 1988, l'Iran avise le Secrétaire général de l'ONU qu'il accepte la résolution 598 (1987) qui exprime le besoin de sauver les vies et d'établir la justice, la paix et la sécurité au niveau régional et international<sup>103</sup>. Cette première étape du processus de paix entre l'Iran et l'Irak conduit à un accord de cessez-le-feu qui est appliqué le 20 août 1988<sup>104</sup>. Ceci met fin à la guerre de 8 ans dont les États-Unis avaient supposé une position officielle de neutralité, mais qui se sont maintes fois impliqués dans la vente d'armes pour la sécurité de leurs intérêts au Moyen-Orient.

Vers la fin de son mandat, Reagan écrit dans son journal personnel qu'il tente d'organiser une rencontre au plus haut niveau avec les dirigeants iraniens cependant, cette rencontre ne se concrétisera jamais<sup>105</sup>. Le secrétaire d'État Shultz dit également que les États-Unis ont mentionné publiquement et diplomatiquement qu'ils sont prêts à discuter avec l'autorité iranienne, sans condition, pour évoquer leurs différences<sup>106</sup>. Toutefois, le climat politique interne

---

<sup>101</sup> Shapour Ghasemi, « Shooting down Iran air flight 655 », Iran Chamber society, 2004, consulté le 7 février 2016, [http://www.iranchamber.com/history/articles/shootingdown\\_iranair\\_flight655.php](http://www.iranchamber.com/history/articles/shootingdown_iranair_flight655.php).

<sup>102</sup> Executive Office of the President of the United States. *The National Security Strategy of the United States of America, January 1988* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1988), p. 29.

<sup>103</sup> United Nations, « Iran-Iraq-UNIIMOG background », consulté le 7 février 2016, <http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/past/uniimogbackgr.html>.

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> Murray, *The carcass of dead policies*, p. 219.

<sup>106</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 60.

à la veille d'une élection nuit aux pourparlers. En élection, George H.W. Bush se doit de nier toute implication dans l'affaire Iran-Contra qui continue de hanter l'administration Reagan<sup>107</sup>.

La doctrine Reagan était centrée contre son ennemi Soviétique et le communisme. Sa politique étrangère était dominée par des opérations pour contrer l'expansion du communisme et les États-Unis étaient prêts à intervenir partout et financer ou vendre des armes aux groupes qui soutenaient l'anticommunisme<sup>108</sup>. Sa relation avec l'Iran devient donc dictée par l'influence soviétique. Toutefois, l'emplacement stratégique géographique de l'Iran impose les États-Unis à constamment avoir une politique d'ouverture avec celle-ci dans sa bataille contre l'Union soviétique.

Le deuxième mandat de Reagan démontre encore une fois une politique ambivalente entre une politique officielle hostile à l'Iran et une politique secrète d'ouverture et d'échange d'armes dans un climat d'embargo international. Cette politique secrète domine au début du second mandat jusqu'à la publication de l'affaire Iran-Contra suite à une fuite iranienne, ce qui oblige l'administration Reagan à adopter sa politique publique de fermeté face à l'Iran. Cette politique engendre une confrontation militaire dans le Golfe jusqu'au triste épisode de l'écrasement de l'avion d'Iran air par la marine américaine. Suite à l'acceptation du cessez-le-feu par l'Iran, l'administration Reagan semble favoriser une ouverture des négociations, mais il est trop peu trop tard pour cette ouverture et on va devoir attendre la prochaine administration de George H.W. Bush.

### **D'une politique d'ouverture à l'acte de non-prolifération**

---

<sup>107</sup> Justin Vaïsse, « La présidentielle américaine hantée par l'Iran », *Le Monde*, 7 Nov 2012.

<sup>108</sup> James M Scott, « Reagan's Doctrine? The formulation of an American foreign policy strategy », *Presidential Studies Quarterly* 26, n°4 (Fall 1996), p. 1051.

Le discours inaugural de Bush laisse présager qu'il est ouvert à poursuivre une politique d'ouverture avec l'Iran quand il mentionne que la bonne volonté engendre la bonne volonté, en référence aux otages américains sous l'influence de l'Iran<sup>109</sup>. L'administration Bush ne perd pas de temps et envoie Abraham Sofaer, le conseiller juridique au département d'État, à Hague pour aider les Iraniens à faciliter la libération des otages américains. Cette politique aura des résultats positifs quelques mois plus tard<sup>110</sup>. Le conseiller à la sécurité nationale, Scowcroft, mentionne que les négociations sont le seul moyen d'en arriver à une entente à long terme avec la RII<sup>111</sup>. Le président Bush mentionne durant une conférence de presse:

Look, we don't have to be hostile with Iran for the rest of our lives. We've had a good relationship with them in the past. They are of strategic importance. They would be welcome back into the family of law-abiding, non-terrorist-sponsoring nations. But I just would repeat that I'd like to see that kind of change go forward, positive change<sup>112</sup>.

Il est clair que les ambitions de Bush sont de rétablir des liens avec l'Iran et il préconise une politique d'ouverture au dialogue.

Le président contacte le Secrétaire général de l'ONU, Perez de Cuellar, pour ouvrir la communication avec le président Rafsandjani via Scowcroft<sup>113</sup>. Des missives sont échangées entre la RII et l'administration Bush via les Nations unies qui concernent surtout les otages américains<sup>114</sup>. Par contre, cette fois-ci l'Iran ne semble pas démontrer de l'intérêt pour les États-Unis. Les priorités de Téhéran semblent être d'établir des liens économiques avec l'Europe et l'Asie<sup>115</sup>. Quelques événements, dont des assassinats politiques et l'obtention de renseignements de la part des Américains mentionnant que l'Iran est peu disposé à négocier avec les États-Unis

---

<sup>109</sup> George H.W. Bush (discours, Inaugural address, Washington, United States, 20 January 1989).

<sup>110</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 68.

<sup>111</sup> Murray, *The carcass of dead policies*, p. 218.

<sup>112</sup> George H.W. Bush (discours, The President News Conference, Washington, United States, 15 August 1989).

<sup>113</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 73.

<sup>114</sup> *Ibid.*

<sup>115</sup> Murray, *The carcass of dead policies*, p. 216.

obligeant Bush à dire à Scowcroft qu'il ne peut pas établir sa politique d'ouverture avec l'Iran<sup>116</sup>. Ce n'est donc pas faute de manque de volonté américaine, mais plutôt par manque d'intérêt iranien que l'ouverture entre les deux États ne se concrétise pas.

Le 20 juin 1990, l'Iran est victime d'un terrible tremblement de terre dont il y a plus de 50 000 morts et 135 000 blessés<sup>117</sup>. L'Iran demande de l'aide à la communauté internationale et les États-Unis se portent volontaires et Téhéran accepte<sup>118</sup>. Toutefois, cette aide va plutôt diviser les deux pays, car, l'Iran soupçonne les États-Unis de faire de la propagande avec les multiples drapeaux américains qui apparaissent sur les marchandises destinées aux Iraniens<sup>119</sup>. Les Américains eux sont froissés parce que les travailleurs sont victimes de harcèlement de la part des autorités, les envois de marchandises sont interrompus de manière volontaire et le matériel est jugé de mauvaise qualité par les responsables iraniens<sup>120</sup>. Même si cette crise aurait pu rapprocher les deux pays, elle a eu l'effet contraire soit de semer un doute plus grand sur les intérêts visées par les des deux nations.

L'invasion du Koweït par l'Irak ramène un intérêt commun dans la relation des États-Unis avec l'Iran. Les États-Unis n'hésitent pas à contacter la communauté internationale, incluant l'Iran et les autres gouvernements contenus dans la liste américaine des États belligérants, pour assurer le succès des sanctions des Nations Unies contre l'Irak dans son invasion du Koweït<sup>121</sup>. L'Iran va rester neutre dans ce conflit, toutefois, elle offre d'agir comme médiateur entre les États-Unis et l'Irak ce qui envoie un message d'ouverture à l'administration

---

<sup>116</sup> *Ibid.*

<sup>117</sup> History, « Earthquake devastates Iran », consulté le 7 février 2015, <http://www.history.com/this-day-in-history/earthquake-devastates-iran>.

<sup>118</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 78.

<sup>119</sup> *Ibid.*

<sup>120</sup> *Ibid.*

<sup>121</sup> Grosscup, *Global terrorism in the post-Iran-Contra era*, p. 73.

américaine<sup>122</sup>. Toutefois, cette proposition va être rejetée très rapidement par les États-Unis qui jugent qu'ils n'ont pas besoin de médiateur<sup>123</sup>. Cette intervention en Irak amène une vague d'optimisme qui engendrerait une ouverture diplomatique plus facile pour l'Iran avec les États-Unis suite à la chute du vilain voisin irakien<sup>124</sup>. Cette guerre incita les deux pays à avoir des échanges réguliers que ce soit par rapport à l'espace aérien pour les avions américains qui survolent l'Iran ou de l'information sur les cibles chiites en Irak<sup>125</sup>. De plus, les États-Unis ont accepté la proposition iranienne de nommer un représentant non officiel entre les deux pays<sup>126</sup>. Ceci est une grande étape au niveau diplomatique; toutefois, les relations demeurent tièdes et fragiles.

On peut sentir une certaine frustration de la part de l'administration américaine envers l'Iran vers la fin de 1991. Dans la NSS du mois d'août 1991, on mentionne : *We remain open to an improved relationship with Iran. However, meaningful improvement can only occur after Iran makes clear it is lending no support to hostage-taking or other forms of terrorism*<sup>127</sup>. Les États-Unis imposent ainsi leurs conditions aux négociations entre les deux pays ce qui diffère des premières années de l'administration Bush qui comportaient un message d'ouverture envers le régime de la république avec un minimum de condition.

Après la chute de l'Union soviétique, Bush est au plus fort sur la scène mondiale et ne se fait plus d'illusion envers sa relation avec l'Iran, il sait qu'il ne peut se permettre une politique de

---

<sup>122</sup> Thomas L. Friedman, « War in the Gulf : Iran; Iran's President offers to broker Gulf settlement », The New York Times, 5 February 1991.

<sup>123</sup> Graubard, *MR. Bush's war*, p. 152.

<sup>124</sup> Forest L. Griebes, «The Gulf Crisis, International Law, and American foreign policy», *Montana Business Quarterly* 29, n° 3 (Autumn 1991), p. 15.

<sup>125</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 81.

<sup>126</sup> *Ibid.*

<sup>127</sup> Executive Office of the President of the United States. *The National Security Strategy of the United States of America*, August 1991, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1991, p. 10.



compromis face à l'Iran s'il veut être réélu<sup>128</sup>. Toutefois, en janvier 1992, le directeur de la CIA, informe le Congrès que l'Iran magasine pour des armes non seulement du côté de ses distributeurs coutumiers occidentaux, mais aussi en Asie, et plus précisément en Chine et Corée du Nord, pour acquérir des armes nucléaires<sup>129</sup>. Le 8 avril 1992, le sénateur républicain John McCain, introduit l'acte de non-prolifération de l'Iran-Irak qui oppose les États-Unis à tout transfert de biens ou de technologie à l'Iran ou l'Irak qui pourrait contribuer pour un de ces pays à acquérir des armes chimiques, biologiques, nucléaires ou conventionnelles avancées<sup>130</sup>. L'administration Bush comprend toutefois que si les États-Unis veulent avoir du succès dans leur relation avec l'Iran, ils vont devoir négocier un accord qui couvre plusieurs dimensions en même temps, car ils reviennent toujours au point de départ par la suite<sup>131</sup>.

L'administration Bush a commencé avec des intentions très positives envers l'Iran. Cependant, l'Iran encore abusé de l'administration républicaine, suite aux faits et gestes de Reagan, se tourne vers l'Europe et l'Asie pour le commerce plutôt que vers les États-Unis qui lui tendait la main au début de l'administration Bush. Les deux pays ont su surmonter leur égo et travailler ensemble avec un succès discutable lors du tremblement de terre en Iran du 21 juin 1990 et lors de la première guerre du Golfe. Les États-Unis en tant que les maîtres d'un monde unipolaire à la fin 1991, imposent leurs conditions un peu plus sur le Moyen-Orient, ce que l'Iran rejette et les incite à se tourner vers le nucléaire pour assurer leur survie. L'Acte de non-prolifération définit qu'aucun président ne va pouvoir tolérer l'Iran ou l'Irak détenant l'arme

---

<sup>128</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 84.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 85-86.

<sup>130</sup> Govtrack.us, «Summaries for the Iran-Iraq Arms Non-Proliferation Act of 1992 », consulté le 7 février 2016, <https://www.govtrack.us/congress/bills/102/s2543/summary>. Précision: Cette politique est encore présente aujourd'hui aux États-Unis et sera au centre de la politique envers l'Iran pour les 3 administrations qui vont suivre.

<sup>131</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 88.

nucléaire. Avant son départ de la Maison-Blanche, Bush suggère à l'administration Clinton de poursuivre une politique d'ouverture avec l'Iran qu'il croit nécessaire<sup>132</sup>.

Pour conclure, l'administration républicaine de Bush et Reagan a poursuivi une politique d'ouverture envers l'Iran durant les trois derniers mandats. La continuité de cette politique d'ouverture se voit tout d'abord au niveau économique par la vente d'arme toutefois, cette relation va se peaufiner avec le temps et devenir beaucoup plus diplomatique. Ces rencontres et communications entre les deux états sont multiples. On n'a qu'à penser à Robert Macfarlane en 1986 à Téhéran, à la délégation iranienne qui vient à Washington et à Abraham Sofaer qui rencontre les Iraniens à La Hague pour percevoir une continuité d'ouverture lors de cette période. De plus, les communications entre Bush et le président de la RII, en utilisant le Secrétaire général de l'ONU comme intermédiaire, démontrent une volonté de communiquer. Les résultats de cette persévérance sont démontrés lors du tremblement de terre en Iran, mais, surtout suite à la Guerre de Golfe et la nomination d'un représentant non officiel pour assurer une continuité. Ainsi, il ne fait aucun doute qu'il y a une politique d'ouverture entre ces deux États de 1981-1993.

## **L'ADMINISTRATION CLINTON**

Ce troisième chapitre sera consacré à l'analyse de la relation Irano-Américaine sous l'administration démocrate du président Clinton. Cette section sera articulée de manière chronologique et selon les deux mandats de Clinton. Après 12 années sous le règne républicain, le démocrate Bill Clinton prend en main la destinée du pays pendant une période de huit ans durant laquelle les relations avec la RII prennent une tournure nouvelle sans que, cependant, la

---

<sup>132</sup> *Ibid.*, p.89.

logique fondamentale de cette relation bilatérale ne soit remise en cause. Cette relation perdue grâce à la volonté des présidents à garder une politique d'ouverture et cette fois les démocrates doivent relever le défi eux qui était aux pouvoirs lors de la Révolution islamique de 1979 et de l'effondrement du Chah.

### **Une relation en attente et rigide envers l'Iran**

Bill Clinton est élu au pouvoir grâce à une plateforme de politique domestique et la politique étrangère joue un rôle secondaire suite à la fin de la guerre froide et la victoire américaine<sup>133</sup>. Durant son premier mandat, la politique nationale américaine sera à l'avant-plan de son administration, ce qui lui amènera une critique de ses alliés européens qui craignent une négligence des grandes questions internationales<sup>134</sup>. Ce changement de cap est fondé sur les récentes débâcles en Somalie à la suite de l'opération *Continue Hope* qui remet en question la politique interventionniste américaine<sup>135</sup>. De plus, les sondages lui démontrent que les risques liés à la politique étrangère sont grands et qu'ils offrent peu de crédit politique au niveau national<sup>136</sup>. Ainsi, le nouveau conseiller à la Sécurité nationale, Anthony Lake, avise le président de ne pas engager l'Iran, car cet État qui supporte le terrorisme et refuse d'agir contre le courant antiméricain au sein de la RII<sup>137</sup>. L'administration Clinton ne semble pas vouloir poursuivre la politique d'ouverture établie par les républicains.

---

<sup>133</sup> Ansari, *Confronting Iran*, p. 135.

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> *Ibid.*; Global Security.Org. «Operation Continue Hope», consulté le 14 avril 2016, [http://www.globalsecurity.org/military/ops/continue\\_hope.htm](http://www.globalsecurity.org/military/ops/continue_hope.htm).

<sup>136</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 93.

<sup>137</sup> Crist, *The twilight war*, p. 390.

Le 18 mai 1993, Martin Indyk, responsable des politiques américaines au Moyen-Orient, annonce un changement majeur sur la région avec la politique du *Dual Containment*<sup>138</sup>. Cette politique consiste à établir des attentes et des sanctions claires, éviter un affrontement militaire et espérer que les problèmes internes iraniens et irakiens vont éventuellement créer un changement de régime<sup>139</sup>. Clinton adopte ainsi une politique d'isolation et de sanction qui semblent être la seule option logique, car elle est peu accablante et avec un impact minime sur sa politique domestique<sup>140</sup>. Ce changement de politique est majeur, car il redéfinit la politique de balancier adopté par les administrations précédentes et l'une des stratégies américaines durant la guerre froide<sup>141</sup>. Indyk mentionne que la puissance américaine a atteint un tel niveau qu'elle ne requiert plus une balance de pouvoir entre l'Iran et l'Irak<sup>142</sup>. Ali Ansari mentionne que cette politique reflète une politique d'inaction avec un nom accrocheur qui est tout simplement une décision qui assure un éternel statu quo de la situation<sup>143</sup>. Cette politique de *Dual Containment* requiert une entente commune au minimum avec les Européens et Japonais pour qu'elle soit efficace, cependant, les preuves américaines pour justifier cette politique seront insuffisantes et les alliés ne supporteront pas l'initiative américaine<sup>144</sup>. Cependant, pour une administration axée sur la politique interne américaine, cette prise de position demeure adéquate. Ainsi, la nouvelle politique américaine représente une image cosmétique d'une politique non interventionniste par une tentative d'isolation, toutefois, ses effets sont limités et servent les démocrates au niveau domestique ce qui est le centre de gravité de l'Administration Clinton.

---

<sup>138</sup> Trita Parsi, *Treacherous Alliance : the secret dealings of Israel, Iran and the United States* (New Haven and London: Yale University Press, 2007), p. 171.

<sup>139</sup> Ali, *Historic US-Iran relations: Revisiting Ideology and Geostategy*, p. 67.

<sup>140</sup> Crist, *The twilight war*, p. 391.

<sup>141</sup> Parsi, *Treacherous Alliance*, p. 171.

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> Ansari, *Confronting Iran*, p. 136.

<sup>144</sup> Edward G. Shirley, «The Iran policy trap», *Foreign Policy* 96, (Fall 1994), p. 80.  
<http://search.proquest.com/docview/224044986?pq-origsite=summon>.

Dans la NSS de juillet 1994, on représente les principes de la politique de *Dual*

*Containment* en mentionnant:

The focus of our planning for major theater conflict is on deterring and, if necessary, fighting and defeating aggression by potentially hostile regional powers, such as North Korea, Iran or Iraq. [...] We remain willing to enter into an authoritative dialogue with Iran to discuss the differences between us<sup>145</sup>.

On peut de toute évidence déceler les principes de la politique du *Dual Containment*; cependant, il y a encore une fois un message d'ouverture à l'intérieur de la politique étrangère américaine.

La NSS confirme que la politique de *Dual Containment* présenté en mai 1993 n'est qu'une image cosmétique pour supporter le courant non interventionniste créé suite à l'opération *Continue Hope*. L'Administration Clinton, à travers la NSS, supporte une politique d'ouverture qui continue dans la lignée établie par les administrations précédente républicaine.

En octobre 1994, le secrétaire d'État Warren Christopher décrit l'Iran comme le plus grand partisan de terrorisme mondial et le pays le plus acharné contre le processus de paix au Moyen-Orient<sup>146</sup>. L'administration Clinton encore concentrée sur sa politique interne ne raffine aucunement sa politique étrangère et choisit plutôt une position d'intérêt fidèle à son allié Israël dans sa lutte en Palestine plutôt que de travailler sur un dialogue d'ouverture avec l'Iran et tenter d'éliminer l'appui qu'il apporte à certains groupes terroristes. Israël, avec l'aide du lobbyiste pro-israélien *American Israel Public Affair Committee* (AIPAC), saisit cette occasion pour demander à l'Administration Clinton encore plus de sanctions envers l'Iran<sup>147</sup>. Les États-Unis doivent éliminer leur commerce avec l'Iran pour mettre en pratique la politique du *Dual Containment* et ainsi appliquer plus de pression sur l'Iran. Cependant, le chancelier allemand Helmut Kohl mentionne devant l'AIPAC que le plus grand partenaire commercial de l'Iran en 1994 sont les

<sup>145</sup> Executive Office of the President of the United States, *The National Security Strategy of the United States of America, July 1994* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1994), p. 7 et 25.

<sup>146</sup> Parsi, *Treacherous Alliance*, p. 185.

<sup>147</sup> *Ibid.*

États-Unis<sup>148</sup>. La crédibilité de la politique américaine du *Dual Containment* est ainsi mise en doute par ces partenaires qui y voient un double standard de la part de Clinton.

En janvier 1995, le sénateur Alfonse D'Amato propose une loi au Congrès pour éliminer et punir tous les liens commerciaux entre les États-Unis et l'Iran<sup>149</sup>. Ce projet de loi va finalement être adopté en décembre 1995 sous le nom *The Iran Sanction Act* et qui s'applique non seulement aux transactions américaines, mais aussi à tout investissement privé ou gouvernemental étranger en Iran<sup>150</sup>. Ainsi, toute compagnie ou tout État transigeant avec l'Iran peut faire face à des sanctions américaines. De plus, cette loi va être élargie à la Libye en 1996 et elle est mieux connue sous le nom *Iran-Lybia Sanctions Act (ILSA)*.

En mars 1995, la tension ayant monté d'un cran entre l'Iran et les États-Unis dus à des envois de troupes militaires de la part des deux états dans le détroit d'Hormuz, le président Rafsandjani avec l'accord du Guide Suprême, octroie un contrat d'un milliard de dollars à la pétrolière américaine CONOCO pour apaiser la situation et éviter un affrontement<sup>151</sup>. En réponse à cette annonce, les groupes de lobbyistes et le Congrès américain réagissent très négativement à l'idée que l'Iran achète la paix malgré les gains remarquables proposés par ce contrat. L'Administration Clinton est sous pression de la part du Congrès américain, l'AIPAC et Israël pour annuler le contrat et augmenter les sanctions contre l'Iran. Clinton annule celui-ci et impose deux ordres exécutifs dont le premier a pour but de bannir les transactions pétrolières avec l'Iran et le deuxième tout commerce avec l'Iran<sup>152</sup>. Clinton n'a pas le choix, même si les intérêts commerciaux de ce contrat sont énormes, la politique interne et le Congrès obligent

---

<sup>148</sup> *Ibid.*

<sup>149</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 98.

<sup>150</sup> *Ibid.*

<sup>151</sup> Crist, *The twilight war*, p. 399.

<sup>152</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 99.

Clinton à annuler cette entente pour des raisons politiques d'autant plus que le sénateur D'Amato et son projet de loi sur les investissements privés ou gouvernementaux étrangers en Iran reçoit de plus en plus d'appui au Congrès.

En juin 1995, s'adressant devant le groupe des sept (G7) à Halifax au Canada, Clinton demande à ces influents pays de suivre l'exemple américain dans l'embargo contre l'Iran et son support aux terrorismes<sup>153</sup>. Toutefois, les efforts de Clinton seront sans succès et les pays du G7 ne suivront pas la politique américaine envers l'Iran<sup>154</sup>.

La poursuite des efforts des lobbyistes israéliens et de Newt Gingrich, le président de la chambre des représentants du Congrès (*House Speaker*), oblige Clinton à créer un programme pour des opérations secrètes contre l'Iran avec un budget de 20 millions de dollars<sup>155</sup>. On peut clairement voir que la politique de Clinton envers l'Iran est influencée par de puissants lobbyistes internes et le Congrès américain. De plus, la communauté internationale ne se rallie pas derrière les demandes du Président pour établir ce cordon qui permettrait d'imposer suffisamment de pression sur l'Iran et ainsi pousser celui-ci à changer sa politique étrangère. Dans ce contexte, les deux pays sont contraints à adopter une politique rigide l'un envers l'autre.

La tension monte encore d'un cran suite à l'attentat terroriste du 25 juin 1996, lorsqu'un camion détruit les logements militaires de Khobar à Dhahran en Arabie Saoudite et tue 19 membres de la Force aérienne américaine et en blesse 12 autres<sup>156</sup>. L'Administration américaine soupçonne des individus à l'intérieur du gouvernement iranien d'être responsables de cet

---

<sup>153</sup> Adam Tarock, «US-Iran relations: heading for confrontation?», *Third World Quarterly* 17, n°1 (1996), p. 149.

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> Ali Nawaz Memon, «Is it time to rethink U.S. policy on Iran? Bring Iran into the peace process», *The Washington Report on Middle East Affairs* 14, n° 8 (1996), p. 93, <http://search.proquest.com/docview/218793122?accountid=9867>; Congressional Research Service, «Iran: U.S. concerns and policy responses», consulté le 14 avril 2016, <http://fpc.state.gov/documents/organization/217472.pdf>.

<sup>156</sup> Bruce Riedel, «America and Iran: Flawed analysis, missed opportunities, and looming dangers», *Brown Journal of World Affairs* XV, n°1 (Fall/Winter 2008), p. 104-105.

attentat<sup>157</sup>. Toutefois, Washington souhaite une approche conciliatrice vis-à-vis l'Iran, car il comprend très bien que ce sont certains individus et non le gouvernement qui est responsable de ces attentats<sup>158</sup>. L'assistant au Secrétaire d'État, Robert Pelletreau mentionne en octobre 1996 que les États-Unis aimeraient avoir des pourparlers avec l'Iran sur leur différence, ce qui créa la rumeur que Clinton était prêt à donner une nouvelle chance à l'Iran<sup>159</sup>.

Toutefois, le premier mandat de Clinton tirant à sa fin, John Tirman écrit que Clinton ne fournit aucun signe de détente dans les relations entre les deux pays, au contraire, une politique rigide semble-t-elle être de mise par les sanctions imposées par le Congrès, mais aussi par le président<sup>160</sup>. Ainsi, le premier mandat de Clinton semble éloigner les deux États et amène des relations plus méfiantes. La politique du *Dual Containment*, les attentats terroristes contre des Américains et les sanctions ont dominé le premier mandat. Le Congrès américain apparaît dominer la question iranienne et Clinton est beaucoup plus préoccupé par sa politique interne. Les minces espoirs de conciliation entre les deux pays ne se sont jamais concrétisés. L'élection de Clinton pour un deuxième mandat ne prédit aucun changement dans la politique envers l'Iran.

### **Un changement de garde iranien ramène de l'espoir dans la relation**

Dès le début du deuxième mandat de Clinton, la tension demeure toujours entre les deux États. Le 1<sup>er</sup> mai 1997, le navire américain USS Paul Foster exécute une mission des Nations Unies pour interdire l'accès des navires pétroliers à l'Irak dans la partie nord du golfe

---

<sup>157</sup> Marvin Zonis et Salman Farmanfarmanian, «All in the timing: Renewing U.S.-Iran Relations», *World Policy Journal* 16, n°4 (Winter 1999/2000), p. 46.

<sup>158</sup> *Ibid.*

<sup>159</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 102.

<sup>160</sup> John Tirman, «Diplomacy, terrorism, and national narratives in the United States – Iran relationship», *Critical Studies on terrorism* 2, n°3 (December 2009), p. 530.



Persique<sup>161</sup>. Toutefois, un des navires iraniens approche le navire américain à moins de 50 verges, et ce malgré de nombreux avertissements de changer de cap de la part du navire américain<sup>162</sup>. Cette situation instable oblige le département d'État américain à contacter le gouvernement iranien via la Suisse qui, en l'absence de représentation diplomatique américaine à Téhéran, représente les intérêts de ceux-ci sur place, et ainsi éviter que cela se reproduise et se termine par une confrontation entre les deux États<sup>163</sup>.

Avec la victoire de Mohammad Khatami à l'élection présidentielle iranienne de mai 1997, la population iranienne donne un précieux coup de main à Clinton avec l'élection d'un jeune intellectuel de la classe moyenne. Il se fait élire sur une plateforme réformatrice qui favorise les changements libéraux et le pluralisme<sup>164</sup>. La victoire surprise de ce dernier amène Clinton à voir une opportunité d'ouverture des relations avec l'Iran et il est décidé à en prendre avantage<sup>165</sup>. Richard Murphy, l'ancien assistant au Secrétaire d'État sous Reagan, presse le gouvernement à engager des discussions directes avec l'Iran<sup>166</sup>. Il y a un vent d'espoir nouveau à Washington pour donner suite à cette victoire de Khatami.

Clinton reconnaît de manière optimiste le changement politique iranien et va adapter sa politique étrangère pour refléter ce vent nouveau<sup>167</sup>. Ainsi, quelques mois après l'élection de Khatami, l'Administration Clinton envoie des messages d'ouvertures à travers le gouvernement suisse, mais aussi celui de l'Arabie Saoudite<sup>168</sup>. Le gouvernement américain développe une

---

<sup>161</sup> Crist, *The twilight war*, p. 406-407.

<sup>162</sup> Crist, *The twilight war*, p. 407.

<sup>163</sup> *Ibid.*

<sup>164</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 102.

<sup>165</sup> Riedel, *America and Iran: Flawed analysis, missed opportunities*, p. 105.

<sup>166</sup> Crist, *The twilight war*, p. 411.

<sup>167</sup> Zonis, *All in the timing: Renewing U.S.-Iran Relations*, p. 33.

<sup>168</sup> Barton Gellman, «US proposed direct talks in overture to Iran», *The Washington Post*, 9 January 1998; Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 106.

approche qui est moins dirigée vers la confrontation et voit le gouvernement iranien comme une entité avec laquelle il y a une possibilité de négocier.

Par contre, la nouvelle Secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright, mentionne:

I think that there is no question that dealing with the rogue states is one of the great challenges of our time, because as I have often described the international system, they are there with the sole purpose of destroying the system. [...] Iran is a prime example. Iran is a supporter of terrorism. Iran tries to acquire weapons of mass destruction, and in some form or another, on a very frequent basis, undermines the Middle East peace process. So it is of great concern. [...] And we are going to keep working on it, because while the election of Khatami is intriguing, we have not seen any change in action<sup>169</sup>.

Même si le changement de gouvernement propose une ouverture des négociations et un vent positif au sein de l'administration, l'Iran subventionne encore des pays qui supportent le terrorisme ce à quoi les États-Unis ne peuvent fermer les yeux. Toutefois, ce support au terrorisme existe depuis les années Reagan et n'a pas empêché les administrations républicaines d'opter pour une politique d'ouverture ce à quoi Clinton ne s'oppose pas non plus par ces messages à Téhéran.

Vers la fin de l'année 1997, Clinton reconnaît que Khatami a adopté une politique d'ouverture des relations avec les États-Unis, cependant les États-Unis n'ont pas encore décidé comment ils vont répondre à cette politique d'ouverture de l'Iran<sup>170</sup>. Au début de l'année 1998, Khatami ouvre le dialogue avec l'Administration Clinton lors d'une entrevue sur la chaîne télévisée de CNN en proposant un dialogue entre les deux civilisations<sup>171</sup>. L'élection de Khatami comme président iranien procure à Clinton la plus grande avancée dans ses relations avec l'Iran depuis son arrivée à la Maison-Blanche. Il se doit maintenant de revoir sa politique du *Dual*

<sup>169</sup> Madeleine Albright (discours, Address and Q&A Session before the Council on Foreign Relations, New York, États-Unis, 30 septembre 1997).

<sup>170</sup> Murray, *The carcass of dead policies*, p. 216.

<sup>171</sup> CNN, «Transcript of interview with Iranian President Mohammad Khatami», consulté le 28 février 2016, <http://www.cnn.com/WORLD/9801/07/iran/interview.html>.

*Containment* et d'affronter le Congrès s'il désire adopter une politique d'ouverture envers l'Iran. Clinton doit profiter de ce message de Khatami aux Américains et saisir cette perche lancée par le Président iranien qui a amadoué le public américain pour officialiser cette politique d'ouverture.

Le 29 janvier 1998, le Président Clinton lors de son message du *Eid al-fitr* à l'Iran mentionne qu'il regrette la situation présente entre les deux pays et qu'il croit que cette situation n'est pas insurmontable<sup>172</sup>. Les messages de politesse entre les deux chefs d'État sont lancés. Bruce Riedel, un conseiller clé sur l'Iran au Conseil de Sécurité nationale mentionne dans un discours à l'Institut Baker de l'Université Rice:

The issues that divided Iran and America must ultimately be addressed by their governments. The United States has been open to a government-to-government dialogue with Iran since the Bush administration. We remain interested in sitting down face-to-face with the Iranian leadership to discuss all issues of concern to both states. We have no preconditions. We only insist that the dialogue be authoritative – that is government-to government.<sup>173</sup>

La politique d'ouverture de l'Administration Clinton est clairement établie et elle ne possède aucune condition préalable aux négociations.

En avril 1998, l'ambassadeur américain aux Nations Unies, Bill Richardson, reconnaît les intérêts communs des États-Unis et de l'Iran sur le dossier afghan et les excès des Talibans au pouvoir<sup>174</sup>. Même si ce geste semble banal à première vue, dans les coulisses diplomatiques, une reconnaissance d'intérêt commun de la part de deux pays sans aucune relation diplomatique se doit d'être considérée comme un signe d'ouverture.

---

<sup>172</sup> Executive Office of the President of the United States. *Public papers of the Presidents of the United States, Bill Clinton 1998 Book I*, (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1998), p. 136-137.

<sup>173</sup> Tirman, *Diplomacy, terrorism, and national narratives in the United States*, p. 532.

<sup>174</sup> Shahram Chubin et Jerrold D. Green, «Engaging Iran: a U.S. strategy», *Survival* 40, n° 3 (Autumn 1998), p. 162.

En mai 1998, le Vice-Président Al Gore est en voyage au Moyen-Orient et demande au prince saoudien Abdallah d'envoyer un message au Président Khatami de la part de Clinton<sup>175</sup>. Cette correspondance propose un face à face entre les deux dirigeants pour discuter de leurs problèmes communs<sup>176</sup>. Ce message de la part du président démontre une volonté de dialoguer directement avec l'Iran.

Le 17 juin 1998, Madeleine Albright lors de son discours pour la société asiatique à New York, reconnaît une ouverture dans la politique iranienne envers les États-Unis et établit la route à poursuivre pour le futur des relations entre les deux pays<sup>177</sup>. Le lendemain, Clinton enregistre un message qui va être diffusé le jour de la rencontre entre les États-Unis et l'Iran à la coupe du monde de soccer<sup>178</sup>. Cette déclaration du président invite les Iraniens à un entretien et encourage les pourparlers entre les deux nations pour avoir une meilleure compréhension des défis qui les opposent<sup>179</sup>.

La Stratégie nationale de sécurité d'octobre 1998 reflète cette politique d'ouverture établie par les deux présidents et mentionne:

There are signs of change in Iranian policies. [...] We view these developments with interest, both with regard to the possibility of Iran assuming its rightful place in the world community and the chance for better bilateral ties. We also welcome statements by President Khatami that suggest a possibility of dialogue with the United States, and are taking concrete steps in that direction. [...] If a dialogue can be initiated and sustained in a way that addresses the concerns of both sides, then the United States would be willing to develop with the Islamic Republic a road map leading to normal relations<sup>180</sup>.

---

<sup>175</sup> Riedel, *America and Iran: Flawed analysis, missed opportunities*, p. 106.

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> Madeleine Albright (discours, 1998 Asia society Dinner, New York, États-Unis, 18 juin 1998).

<sup>178</sup> Executive Office of the President of the United States, *Bill Clinton 1998 Book I*, p. 986.

<sup>179</sup> *Ibid.*

<sup>180</sup> Executive Office of the President of the United States, *The National Security Strategy of the United States of America, October 1998* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1998), p. 52-53.

Cette politique établit clairement un réchauffement dans les relations entre les deux pays.

L'Administration Clinton explore ainsi la possibilité de rétablir les relations diplomatiques entre les deux pays. L'ancien secrétaire d'État Cyrus Vance va prôner pour un retour immédiat aux relations diplomatiques<sup>181</sup>.

Par contre, même si les intentions des présidents aident ces deux pays à négocier une entente sur leur différence, elles ne prennent cependant pas en compte la politique interne iranienne et la cause idéologique de la révolution islamique de 1979<sup>182</sup>. Il est peut-être prématuré pour établir une relation diplomatique immédiate et ainsi sauter des étapes cruciales à une politique d'ouverture qui doit être tempérée et songée.

Le 21 janvier 1999, lors d'une séance de question et réponse, madame Albright mentionne que l'Iran par sa grandeur et son importance dans la région ne peut être isolé<sup>183</sup>. Cette remarque confirme que la politique du *Dual Containment* ne fait plus partie de la politique étrangère américaine de Clinton envers l'Iran. Le 12 avril 1999, Clinton admet que les États-Unis et ses alliés ont abusé de l'Iran à maintes reprises au cours des 150 dernières années et qu'il est normal pour celui-ci d'être fâché envers leur agresseur<sup>184</sup>. Cette reconnaissance de la part de Clinton de l'ingérence des États-Unis dans la politique interne iranienne est une étape importante dans l'ouverture de la politique entre les deux pays.

De plus, la politique d'ouverture américaine envers l'Iran est une position commune au sein des partis politiques américains. En juin 1999, le futur Vice-Président américain et

---

<sup>181</sup> Zonis, *All in the timing: Renewing U.S.-Iran Relations*, p. 45.

<sup>182</sup> *Ibid.*

<sup>183</sup> Madeleine Albright (discours, Remarks and Q&A Session at the Center for National Policy, Washington, États-Unis, 21 janvier 1999).

<sup>184</sup> Executive Office of the President of the United States. *Public papers of the Presidents of the United States, Bill Clinton 1999 Book I*, (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1999), p. 545.

républicain Dick Cheney, mentionne lors d'une conférence sur le pétrole au Canada que les sanctions contre l'investissement en Iran devraient cesser immédiatement<sup>185</sup>. Il ajoute que la relation entre les deux États est une tragédie et que le temps est venu de revoir cette politique et mettre en arrière les frustrations de la prise d'otage<sup>186</sup>. Les Américains semblent avoir un consensus sur le besoin d'adopter une nouvelle politique d'ouverture envers l'Iran.

À l'été 1999, Clinton envoie une lettre via le sultan d'Oman pour tenter encore une fois d'établir un lien direct avec le président Khatami et il mentionne aussi les attentats de Khobar<sup>187</sup>. Toutefois, cette mention est perçue par la République islamique comme un affront et le gouvernement décline l'offre de Clinton<sup>188</sup>. Cet épisode ne décourage aucunement la politique de rapprochement de Clinton qui va maintenir une approche d'intégration de l'Iran à la communauté internationale malgré la réponse négative de l'Iran à ces demandes de rencontre au sommet.

Le 17 mars 2000, Madeleine Albright va même admettre que les États-Unis ont joué un rôle lors du coup d'État de 1953 et exprime ses regrets pour l'appui américain à l'Irak lors de la guerre Iran-Irak de 1980-1988<sup>189</sup>. Les États-Unis annoncent la même journée que les sanctions contre l'interdiction d'importation des tapis, des fruits, des pistaches et du caviar sont levées<sup>190</sup>. Cette mesure et le discours de madame Albright confirment les gestes d'ouverture de la part de Clinton pour tenter d'en venir à une entente avec la République islamique.

---

<sup>185</sup> Ali, *Historic US-Iran relations: Revisiting Ideology and Geostategy*, p. 69.

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> Tirman, *Diplomacy, terrorism, and national narratives in the United States*, p. 532.

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> Madeleine Albright (discours, Remarks before the American-Iranian Council, Washington, États-Unis, 17 March 2000).

<sup>190</sup> Duncan Campbell, «US lifts sanctions on Iran's caviar and rugs», *The Guardian*, 18 March 2000.

Le 5 septembre 2000, lors de la conférence du millénaire organisé aux Nations Unies à New York, le Secrétaire général Kofi Annan s'assure que Clinton et Khatami soient présents la même journée pour tenter d'en arriver à un dialogue entre les deux chefs d'État<sup>191</sup>. Cependant, même les efforts du Secrétaire général ne peuvent aboutir à une rencontre au sommet. La Secrétaire d'État américaine a beaucoup plus de chance lorsque le ministre des Affaires étrangères de l'Iran se présente à la conférence des 6 + 2 sur l'Afghanistan à New York<sup>192</sup>. Pour la première fois depuis la rupture des relations en 1979, deux personnes de ce niveau font partie des négociations à la même table. Ainsi, malgré les rejets pour une rencontre directe entre les deux chefs d'État, on peut déceler une ouverture réciproque par l'établissement de pourparlers sur des sujets communs.

Le dernier mandat de Clinton a tout d'abord été marqué par le navire américain USS Paul Foster qui laisse présager la poursuite de la politique rigide du premier mandat envers l'Iran. Toutefois, l'élection de Khatami comme président de la République change complètement l'approche de Clinton qui adopte une politique d'ouverture. Les progrès accomplis par cette administration au cours du deuxième mandat démontrent une politique étrangère d'ouverture envers l'Iran. Que ce soit à travers les multiples lettres envoyées via une troisième partie; les messages sur la télévision nationale; la Stratégie nationale de sécurité; les rencontres aux Nations Unies; ou lors de la conférence sur l'Afghanistan; le deuxième mandat de Clinton démontre un désir de reprendre les relations diplomatiques. Ce nouveau millénaire laisse anticiper que ces deux états pourraient à nouveau entretenir des relations diplomatiques stables.

---

<sup>191</sup> Ali, *Historic US-Iran relations: Revisiting Ideology and Geostrategy*, p. 70.

<sup>192</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 114.

Pour conclure, malgré l'opposition des lobbyistes anti-iraniens et du Congrès, la Maison-Blanche est animée par une volonté constante et résolue de se rapprocher de la RII.

L'administration démocrate entérine dans ces débuts le *Dual Containment* pour isoler l'Iran, toutefois cette politique cosmétique devient rapidement désuète et comme le mentionne le NSS de 1994, la politique d'ouverture refait surface très vite. Le rapprochement entre les deux États amène l'Iran à allouer un contrat d'un milliard de dollars à Conoco, Clinton va devoir intervenir et annuler cette entente pour conserver la crédibilité américaine à l'interne et au niveau international. Les dernières années de Clinton vont démontrer un vouloir inégalé depuis 1979 à rétablir la relation par les nombreux messages envoyés via différents intermédiaires, par Al Gore directement et aussi Madeleine Albright de manière répétée. On peut questionner si Clinton n'a pas finalement décidé de prendre le conseil de Bush et de poursuivre la politique d'ouverture que le président républicain avait si bien établie à la fin de son mandat avec la RII. L'arrivée de Bush fils à la présidence devrait permettre de poursuivre la politique du père et celle adoptée par Clinton.

## **L'ADMINISTRATION DE GEORGE W. BUSH**

Ce quatrième chapitre sera consacré à l'étude de la relation Irano-Américaine de manière chronologique sous l'administration républicaine de George W. Bush. Après la dynamique de relatif rapprochement qui a marqué l'ère Clinton, le retour au pouvoir des républicains, marque un nouveau tournant. Les administrations républicaines de Reagan et Bush père ont su développé une politique d'ouverture constante avec l'Iran souvent sous une forme secrète à ses débuts toutefois, durant les dernières années, cette politique était au grand jour et très constructive. Ainsi l'arrivée d'un républicain, fils de George H.W. Bush, laisse présager une poursuite d'ouverture des relations que Clinton a bien préparées dans ses dernières années.



## Des intérêts communs qui surpassent les événements du 11 septembre

La victoire de George W. Bush est accueillie de manière positive par les Iraniens qui voient le duo Bush-Cheney comme un représentant des intérêts pétroliers mondiaux. Ils souhaitent la poursuite de la politique de Bush père qui préconisait le retrait d'Israël des territoires palestiniens et ils croient que les intérêts pétroliers américains sont représentés par le Vice-président qui favorise une levée des sanctions contre les pétrolières iraniennes<sup>193</sup>. De plus, du côté américain, le nouveau Secrétaire d'État, Colin Powell mentionne qu'il est temps de recommencer sur une page blanche notre relation avec l'Iran<sup>194</sup>. Donc, les deux partis semblent prédisposés à voir leur relation de manière constructive et à avoir un perpétuel dialogue.

Mais, à y regarder de plus près, cette administration républicaine semble être divisée sur la question iranienne. D'un côté, les Réalistes classiques, Colin Powell, Condoleeza Rice (Conseillère à la Sécurité nationale) et Richard Haas (Chargé du personnel de planification politique du Secrétaire d'État) prônent un engagement avec l'Iran et non une politique d'isolation comme celle préconisée dans le passé (*Dual Containment*)<sup>195</sup>. Tandis que les Néoconservateurs, Donald Rumsfeld (Secrétaire à la défense), son second, Paul Wolfowitz et Dick Cheney semblent obnubilés par l'Irak et Saddam Hussein et se soucient peu de la question iranienne<sup>196</sup>. Cette division demeure présente tout au long du premier mandat de Bush qui va accommoder les deux partis en permettant une ouverture politique avec l'Iran sur plusieurs points communs et en offrant aux néoconservateurs l'Irak en 2003. Cette division entre les Réalistes classiques et les Néoconservateurs américains se retrouve présente tout au cours du premier mandat, ce qui crée une politique vacillante.

---

<sup>193</sup> *Ibid.*, p. 223.

<sup>194</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 119.

<sup>195</sup> Crist, *The twilight war*, p. 419.

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 420.

Le 11 septembre 2001, les États-Unis sont victimes d'une attaque terroriste qui détruit les tours jumelles du *World Trade Center*, le troisième avion finit sa trajectoire dans le *Pentagone* et le dernier avion s'écrase dans l'état de la Pennsylvanie. Il y a environ 3000 morts du côté américain, la communauté internationale est déconcertée et les messages de soutien aux États-Unis sont de mise. L'Iran se presse à dénoncer cette attaque, le Président Khatami envoie ses condoléances et mentionne qu'il sympathise avec les victimes et exprime ses plus grands regrets<sup>197</sup>. Cette attaque va forcer la relation Irano-Américaine à atteindre un niveau jamais vu depuis 1979 en assurant une coopération entre les deux États et une politique d'ouverture.

En réponse à cette attaque, Washington invite la communauté internationale à rejoindre les États-Unis dans la guerre contre le terrorisme. L'Iran reçoit son invitation via la Suisse et les États-Unis demandent à l'Iran de leur donner de l'information sur Al Qaeda et les Talibans<sup>198</sup>. De plus, le plan de Collin Powell pour combattre Al Qaeda inclut une coopération avec Téhéran et un retour à une relation stratégique positive entre les deux États<sup>199</sup>. Ce triste événement semble ramener ses deux pays à la table des négociations et développe une politique d'ouverture sans précédent.

De septembre 2001 et jusqu'en 2003, il va y avoir des réunions mensuelles secrètes à Genève entre les deux états pour discuter de leur relation et trouver des solutions sur la guerre contre le terrorisme<sup>200</sup>. Les sujets abordés varient et les accords portent sur l'utilisation de l'espace aérien iranien, la recherche et le sauvetage des pilotes américains tombés en sol iranien

---

<sup>197</sup> Saeid Naji et Jayum Anak Jawan, «The US geopolitical codes and its influences on the US-Iran relations: The case of George W. Bush's Presidency», *Journal of Politics and Law* 4, n° 1 (March 2011), p. 235.

<sup>198</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 121.

<sup>199</sup> Parsi, *Treacherous Alliance*, p. 226.

<sup>200</sup> Jeremy Pressman, «Power without influence», *International Security* 33, n° 4 (spring 2009), p. 166.

et l'utilisation des ports iraniens<sup>201</sup>. Ces rencontres à Genève permettent aux politiciens de discuter des problèmes communs, mais ouvrent aussi la porte à la CIA et le VAJA (Veazarat-e Ettela'at Jomhuri-ye Eslami-ye) iranien d'avoir des pourparlers<sup>202</sup>. Ces entretiens vont être les plus importants contacts diplomatiques depuis les deux dernières décennies entre ces deux états<sup>203</sup>. Les attaques terroristes vont être la raison de ramener ces deux rivaux à la table des négociations et avoir des pourparlers sur le support iranien aux groupes extrémistes, les pièces de rechange d'avion de fabrication américaines et leur relation avec Saddam Hussein<sup>204</sup>.

Pour le Président Bush, suite aux attaques du 11 septembre, le monde semble tout simplement être divisé en deux, *you are either with us or against us*<sup>205</sup>. Dans un premier temps, aux yeux des Américains, l'Iran semble avoir choisi le camp américain dans la guerre au terrorisme. Colin Powell mentionne qu'il est prêt à explorer l'opportunité et négocier avec l'Iran, toutefois, ce n'est pas tous les Départements américains qui procèdent avec la même ouverture envers l'Iran<sup>206</sup>. Tandis que le département d'État tente de créer une entente avec l'Iran pour plus de coopération, les Néoconservateurs de la défense eux présentent la possibilité d'élargir la guerre au terrorisme à la Syrie et à l'Iran<sup>207</sup>. Ceci reflète un exemple parfait de la division qui règne au sein de l'Administration Bush sur la relation Irano-Américaine, les Néoconservateurs désirent envahir l'Iran tandis que les Réalistes classiques désirent une relation diplomatique stable.

---

<sup>201</sup> Tirman, *Diplomacy, terrorism, and national narratives in the United States*, p. 533.

<sup>202</sup> Crist, *The twilight war*, p. 437.

<sup>203</sup> *Ibid.*, p.439.

<sup>204</sup> James Kitfield, «Between Iran and the U.S., wary diplomacy», *National Journal*, (26 septembre 2009), p. 3.

<sup>205</sup> Executive Office of the President of the United States, *Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2001 Book II* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2002), p. 1352.

<sup>206</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 122.

<sup>207</sup> *Ibid.*

À la fin de l'année 2001, les modérés semblent en contrôle de la situation et les efforts diplomatiques amènent des résultats. Lors de la conférence de Bonn en décembre 2001, la délégation iranienne est très utile à déterminer l'influence des seigneurs de la guerre afghans et sélectionner un gouvernement pro-occidental<sup>208</sup>. Cette même délégation iranienne va participer à la conférence d'aide pour l'Afghanistan à Tokyo quelques semaines plus tard et va promettre 500 millions de dollars en aide à l'Afghanistan<sup>209</sup>. Durant cette même conférence, James Dobbins, le représentant américain est approché par les diplomates iraniens pour élargir les discussions au-delà de l'Afghanistan<sup>210</sup>. À la fin de l'année 2001 et début 2002, pour quelques semaines, la relation Irano-Américaine semble se détendre grandement et elle surpasse toutes les attentes<sup>211</sup>.

Par contre, quelques jours avant la conférence de Tokyo, le 3 janvier 2002, les Israéliens interceptent le navire *Karine A* dans les eaux internationales de la mer Rouge dont la cargaison comprend des armes d'origine iranienne destinées à l'autorité Palestinienne<sup>212</sup>. Même si certains faits demeurent nébuleux par rapport à la cargaison et l'origine de ces armes, les États-Unis acceptent la version israélienne des événements et créent un doute dans les intentions des iraniens<sup>213</sup>. Il y a aussi le fait que le *National Intelligence Estimate* (NIE) de décembre 2001 suggère que l'Iran puisse posséder l'arme nucléaire d'ici la fin de la décennie<sup>214</sup>. De plus, David Crist mentionne:

Despite these overtures, the U.S. government remained suspicious that Iran knew far more about other Al-Qaeda members in its country. [...] One of those the CIA

---

<sup>208</sup> James Dobbins (Testimony, House Committee on oversight and government reform, Subcommittee on National Security and Foreign Affairs, Washington, United States, 7 November 2007).

[http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/testimonies/2007/RAND\\_CT293.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/testimonies/2007/RAND_CT293.pdf).

<sup>209</sup> *Ibid.*

<sup>210</sup> Tirman, *Diplomacy, terrorism, and national narratives in the United States*, p. 533.

<sup>211</sup> Pillar, *The Role of Villain : Iran and U.S. Foreign Policy*, p. 223-224.

<sup>212</sup> Parsi, *Treacherous Alliance*, p. 233.

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 234-235.

<sup>214</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 122.

suspected of being in Iran was Abu Musab al-Zarqawi. [...] While Dobbins had hoped his talks would serve as the catalyst for a permanent thaw with Iran, years of suspicion would not be easily overcome. With the neocon grand design about to come to fruition, Iran would not be a partner; instead, it would be part of the nefarious lineup of the “axis of evil”.<sup>215</sup>

Les soupçons croissants de l’administration américaine ont renversé le courant de rapprochement suivant les attaques du *World Trade Center*, ce renversement qui profite aux Néoconservateurs Américains va culminer le 29 janvier 2002 lors du discours de l’Union.

Dans son premier discours du *State of the Union*, le Président Bush dicte clairement qu’il a adopté la position Néoconservatrice envers l’Iran et il énonce de manière simpliste et absurde un monde divisé en deux entre les amis et les ennemis des États-Unis lorsqu’il mentionne:

Our second goal is to prevent regimes that sponsor terror from threatening America or our friends and allies with weapons of mass destruction. Some of these regimes have been pretty quiet since September the 11th, but we know their true nature. [...] Iran aggressively pursues these weapons and exports terror, while an unelected few repress the Iranian people's hope for freedom. [...] States like these and their terrorist allies constitute an axis of evil, arming to threaten the peace of the world. By seeking weapons of mass destruction, these regimes pose a grave and growing danger. They could provide these arms to terrorists, giving them the means to match their hatred. They could attack our allies or attempt to black-mail the United States. In any of these cases, the price of indifference would be catastrophic.<sup>216</sup>

Cette mention de l’Iran qui fait partie de l’Axe du Mal prend ce dernier par surprise suite au progrès dans le dossier afghan et semble encourager encore une fois une relation de méfiance entre les deux États<sup>217</sup>. L’Administration Bush semble retourner vers une politique d’isolation de l’Iran comme ces prédécesseurs Clinton, (*Dual Containment*) dont il n’y avait aucune distinction

<sup>215</sup> Crist, *The twilight war*, p. 438-439.

<sup>216</sup> Executive Office of the President of the United States. *Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2002 Book I*, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2002. p. 131.

<sup>217</sup> Nathan Gonzalez, *Engaging Iran: The rise of a Middle East powerhouse and America’s strategic choice* (Connecticut : Praeger, 2007), p. 86.

entre l'Iran et l'Irak, et la politique officielle que Reagan, dont l'influence communiste dictait sa prise de décision<sup>218</sup>. Comme démontré dans le paragraphe précédent, il y a plusieurs causes qui expliquent ce changement de politique de la part de Bush, on doit surtout voir ce discours comme une victoire des néoconservateurs à l'intérieur de l'administration républicaine.

Pour les Modérés et les Réformistes pragmatiques iraniens, de se retrouver aux côtés de la Corée du Nord et de l'Irak représente un échec diplomatique<sup>219</sup>. Toutefois, cette inclusion de l'Iran dans l'Axe du Mal ne semble pas diminuer le désir de l'Iran d'assurer un avenir meilleur pour l'Afghanistan sans leurs ennemis les Talibans. Lors d'une rencontre deux mois après la déclaration de Bush, un Général iranien offre d'accueillir et d'entraîner 20 000 soldats afghans sous la direction américaine<sup>220</sup>. James Dobbins présenta cette option à Colin Powell et Condoleeza Rice qui supportent l'idée; cependant, elle ne gagnera jamais assez d'appui au sein de l'administration pour devenir concrète et les Iraniens ne recevront aucune réponse à leur offre<sup>221</sup>. Ceci reflète une autre chance ratée de développer une relation entre les deux états.

Le NSS de 2002 met de l'avant le concept de frappe préemptive pour assurer la sécurité des États-Unis et de ces alliées ce qui représente la solution de l'Administration Bush pour éviter qu'une attaque se reproduise en sol américain<sup>222</sup>. Les États-Unis se perçoivent comme le seul état qui veut et qui est capable de prendre les actions requises pour assurer la sécurité dans le monde<sup>223</sup>. Le 9 mars 2006, le président mentionnera qu'une des leçons apprises suite aux événements du 11 septembre est que nous devons nous occuper des menaces avant qu'elles

<sup>218</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 124.

<sup>219</sup> Éditorial, Washington (IPS), 7 Sep 2011.

<sup>220</sup> James Dobbins, *Testimony*.

<sup>221</sup> *Ibid.*

<sup>222</sup> Executive Office of the President of the United States. *The National Security Strategy of the United States of America*, September 2002 (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2002), p. 5-7.

<sup>223</sup> Sappenfield, Mark. «Behind Bush's hard line on Iran; after 9/11, the administration may see the US as the only one prepared to take action», *The Christian Science Monitor*, 14 April 2006. <http://search.proquest.com/docview/405552174?accountid=9867>.

viennent nous attaquer<sup>224</sup>. Ainsi, la politique interventionniste de Reagan semble être de retour au sein de l'administration républicaine pour prévenir une autre attaque en sol américain.

L'Iran a des doutes quant aux objectifs américains en Irak et il est contraint à conserver une politique d'ouverture envers les États-Unis. Car, si les Américains planifient d'effectuer un changement de régime en Irak, Téhéran doit être prêt à influencer ce nouveau régime pour qu'il soit sympathique à la cause iranienne comme il a pu le faire pour l'Afghanistan<sup>225</sup>. Pour Dick Cheney, les États-Unis ne doivent pas répondre aux ouvertures de la RII, il supporte toutefois les rencontres avec les représentants gouvernementaux iraniens dans les forums multilatéraux quand cela procure un bénéfice aux intérêts américains<sup>226</sup>. Donc, même si l'Iran fait partie du groupe de l'Axe du Mal et que les États-Unis adoptent une politique plus rigide que jamais, les deux états demeurent prédisposés à négocier dans leurs intérêts nationaux.

Le 19 mars 2003, le Président Bush annonce à la télévision nationale que les troupes de la coalition vont commencer les attaques contre l'Irak et son dirigeant Saddam Hussein dès qu'il en donnera l'ordre<sup>227</sup>. L'invasion de l'Irak semble créer un effet domino au sein de la République islamique qui fait une offre écrite via la Suisse pour une entente pacifique entre les deux États et qui inclut des pourparlers sur tous les points divergents pour ainsi assurer une paix durable entre les deux pays<sup>228</sup>. Cette lettre évoque le programme nucléaire, le support iranien au Hamas et au Hezbollah cependant, les Américains forts de leur victoire rapide sur l'Irak ne ressentent pas le

---

<sup>224</sup> Executive Office of the President of the United States. *Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2006 Book I* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2006), p. 434.

<sup>225</sup> Crist, *The twilight war*, p. 455.

<sup>226</sup> *Ibid.*, p. 446-447.

<sup>227</sup> Executive Office of the President of the United States. *Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2003 Book I* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2003), p. 281-282.

<sup>228</sup> Mousavian, *Iran and the United States*, p. 68.

besoin de négocier avec un pays qui fait partie de l’Axe du Mal<sup>229</sup>. Les modérés au sein de l’administration, dont l’influence diminue aux yeux du Président, voient cette offre du bon œil, mais ils sont rejetés du revers de la main par les Néoconservateurs qui refusent de négocier avec ce qu’ils décrivent comme *evil*<sup>230</sup>. Ainsi l’offre iranienne qui semble raisonnable aux yeux des modérés est déclinée par l’administration américaine dominée par les faucons.

La relation avec l’Iran semble s’effriter à nouveau lorsque la rencontre mensuelle entre les deux États qui existaient suite aux événements tragiques de 2001 est interrompue subitement suite à des accusations des deux côtés d’appui à des organisations terroristes<sup>231</sup>. Ainsi, cette rencontre entre les deux pays qui a eu tant d’effet positif sur la solution afghane n’est plus présente après presque deux ans de succès. De plus, en aout 2002, le *National Council of Resistance of Iran* annonce lors d’une conférence de presse à Washington, que l’Iran possède un programme nucléaire secret<sup>232</sup>. Ceci n’est pas une surprise pour l’administration républicaine qui toutefois préférerait garder cette information secrète pour garder l’accent de la communauté internationale sur l’Irak<sup>233</sup>. L’Iran décidé à poursuivre des pourparlers avec l’Occident pour éviter une confrontation conclut un accord avec les Européens pour suspendre l’enrichissement d’uranium comme préalables pour commencer des négociations stratégiques<sup>234</sup>. Cependant, les États-Unis refusent de reconnaître l’accord entre l’Europe et l’Iran, car, ils refusent de négocier avec l’Axe du Mal. Il faut aussi mentionner que les Américains ne se sont jamais impliqués dans les négociations nucléaires iraniennes avant 2005 laissant plutôt ce rôle aux Européens<sup>235</sup>. Les

---

<sup>229</sup> Gonzalez, *Engaging Iran: The rise of a Middle East*, p. 87.

<sup>230</sup> Parsi, *Treacherous Alliance*, p. 248.

<sup>231</sup> Pressman, *Power without influence*, p. 166.

<sup>232</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 125.

<sup>233</sup> *Ibid.*

<sup>234</sup> Pressman, *Power without influence*, p. 167.

<sup>235</sup> *Ibid.*



Néoconservateurs continuent de mettre de la pression sur la République et refusent toute négociation.

L'Iran est toutefois victime d'un tremblement de terre le 26 décembre 2003. Le département d'État américain, avec l'accord de Bush, contacte directement Javad Zarif, l'ambassadeur iranien aux Nations Unies, pour lui offrir de l'aide humanitaire<sup>236</sup>. L'ambassadeur Zarif confirme avec la République qui va accepter l'aide américaine qui consiste en du matériel médical, des tentes, couvertures, un hôpital de 80 personnes et une équipe de recherche et de sauvetage<sup>237</sup>. Ce désastre naturel en Iran permet aux autorités américaines de contacter directement un ambassadeur iranien pour lui offrir de l'aide. Ce geste laisse présager que malgré une politique rigide des faucons, les modérés toujours en place peuvent encore influencer le Président lorsqu'une crise requiert leur assistance et ainsi on peut soutenir que même cette politique rigide laisse place à une ouverture en période de crise.

Pour conclure, lors de son premier mandat, Bush semble hésiter entre essayer de modifier le comportement du régime islamique ou tout simplement changer le régime<sup>238</sup>. D'un côté, il engage l'Iran dans sa guerre en Afghanistan de manière mensuelle et de l'autre côté il déclare celui-ci comme l'axe du mal. On peut voir que l'administration est divisée entre les Néoconservateurs et les Réalistes classiques et que les politiques de Bush vont refléter cette ambiguïté qui existe au sein de l'administration. L'Iran de son côté se retrouve dans une situation géostratégique compliquée par des voisins qui sont soit occupés ou contrôlés par les Américains<sup>239</sup>. Cette situation les poussent dans un mode défensif face à la présence américaine à

---

<sup>236</sup> Crist, *The twilight war*, p. 483.

<sup>237</sup> *Ibid.*

<sup>238</sup> Alethia H. Cook et Jalil Roshandel, *The United States and Iran: Policy challenges and opportunity* (New York : Palgrave macmillan, 2009), p. 71.

<sup>239</sup> Naji, *The US geopolitical codes*, p. 235.

ces frontières ce qui explique leur offre de négocier une entente qui englobe tous les points de divergences entre les deux pays. Toutefois, le manque de clarté de la part de la politique étrangère américaine divisée semble causer une désillusion dans la relation Irano-Américaine. Les Américains sont tantôt prédisposés à négocier et adoptent une politique d'ouverture envers l'Iran et l'autre jour on est en état de guerre face à l'axe du mal. L'élection de Bush pour un deuxième mandat, mais surtout un changement de personnel au sein de l'administration va amener plus de clarté dans la politique étrangère américaine au cours du deuxième mandat.

### **Une ouverture sous condition et des sanctions**

Le Président annonce dès le début de son deuxième mandat ses intentions avec l'Iran lors de son *State of the Union* le 2 février 2005, il mentionne:

Today, Iran remains the world's primary state sponsor of terror, pursuing nuclear weapons while depriving its people of the freedom they seek and deserve. We are working with European allies to make clear to the Iranian regime that it must give up its uranium enrichment program and any plutonium re-processing and end its support for terror. And to the Iranian people, I say tonight: As you stand for your own liberty, America stands with you<sup>240</sup>.

Ce discours dicte la priorité du gouvernement pour le deuxième mandat qui va grandement refléter sur les trois aspects que sont le terrorisme, la prolifération du nucléaire et la liberté du peuple iranien. Toutefois, les Américains sont prêts à s'investir dans les négociations sur le nucléaire, sous condition, ce qui n'était pas le cas durant le mandat précédent donc le deuxième mandat reprend la ligne d'ouverture des Réalistes classiques. Ainsi, Bush délègue sa nouvelle Secrétaire d'État Condoleeza Rice en Europe pour annoncer la participation américaine aux pourparlers ce qui ravit les Européens et diminue les tensions causées par la guerre en Irak entre

---

<sup>240</sup> Executive Office of the President of the United States, *Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2005 Book I* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2005), p. 119.

ces deux alliés<sup>241</sup>. Il y a ainsi une ouverture américaine aux négociations sur le sujet nucléaire. Toutefois, Bush réitère en Europe, lors de sa conférence de presse le 22 février à Bruxelles, que toutes les options sont sur la table en ce qui concerne l'Iran<sup>242</sup>. Les États-Unis sont ainsi prêts à toute éventualité en ce qui a trait à leur relation avec l'Iran.

Le 11 mars 2005, Condoleeza Rice définit les conditions nécessaires aux négociations entre les deux États. L'Iran doit suspendre son programme d'enrichissement nucléaire en échange, les Américains vont supporter leur nomination à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et permettre la vente de pièce de rechange aéronautique pour leur flotte civile<sup>243</sup>. De plus, Condoleeza Rice rajoute une condition à l'Europe, en cas de non-coopération de la part de l'Iran, les Européens vont devoir soutenir les américains et référer le problème au Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) qui va pouvoir déterminer des sanctions au besoin<sup>244</sup>. Les États-Unis possèdent une politique d'ouverture pour négocier la question nucléaire, elle est toutefois conditionnelle. Cette condition ne procure aucune flexibilité à l'administration pour négocier. Si on négocie sans la suspension du programme nucléaire iranien, les États-Unis vont perdre leur autorité au Moyen-Orient et risquent d'élever l'influence iranienne sur la région pour avoir réussi à amener Washington, la superpuissance, à plier à ses demandes<sup>245</sup>.

En août 2005, la République islamique élit le Président Ahmadinejad qui adopte une position de confrontation avec les États-Unis surtout sur la question du programme nucléaire

---

<sup>241</sup> Crist, *The twilight war*, p. 489.

<sup>242</sup> Executive Office of the President of the United States, *Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2005 Book I* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2005), p. 294.

<sup>243</sup> U.S. Department of State, «U.S. Support for the EU-3», consulté le 7 novembre 2015, <http://2001-2009.state.gov/secretary/rm/2005/43276.htm>.

<sup>244</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 131.

<sup>245</sup> Cook, *The United States and Iran: Policy challenges and opportunity*, p. 6.

iranien<sup>246</sup>. Le nouveau président établit une politique étrangère hostile aux Américains et Israëli<sup>247</sup>. Dans ce contexte, les relations Irano-Américaine vont être axées sur une ouverture conditionnelle que l'Iran se refuse à remplir et ne peut mener qu'aux sanctions onusiennes.

Vers la fin de l'année 2005, Bush signe le plan d'action envers l'Iran qui décrit une série d'action diplomatique, une diplomatie publique et de possibles sanctions pour influencer l'Iran et tenter de délégitimer le pouvoir iranien<sup>248</sup>. Il semble finalement y avoir un plan au sein de l'administration à laquelle tous les Départements peuvent se référer et qui procure une direction claire sur la politique étrangère américaine face à l'Iran. Bush renforce sa position lorsqu'il mentionne durant *le State of the Union* le 31 janvier 2006 :

The same is true of Iran, a nation now held hostage by a small clerical elite that is isolating and repressing its people. The regime in that country sponsors terrorists in the Palestinian territories and in Lebanon, and that must come to an end. The Iranian Government is defying the world with its nuclear ambitions, and the nations of the world must not permit the Iranian regime to gain nuclear weapons. America will continue to rally the world to confront these threats. Tonight let me speak directly to the citizens of Iran: America respects you, and we respect your country. We respect your right to choose your own future and win your own freedom. And our Nation hopes one day to be the closest of friends with a free and democratic Iran<sup>249</sup>.

Ce discours présente une position ferme sur la position américaine envers la RII et sa politique nucléaire. Il différencie toutefois la population iranienne avec qui les États-Unis sont prêts à poursuivre une ouverture. Même si l'administration Bush semble rejeter les positions politiques du pouvoir présentement en place en Iran, le Président s'assure de distinguer la population avec laquelle il espère un jour devenir un ami proche au sein d'un Iran libre et démocratique. La NSS de 2006 reprend les mêmes lignes lorsqu'on mentionne: *Our strategy is to block the threats*

<sup>246</sup> Naji, *The US geopolitical codes*, p. 238.

<sup>247</sup> Naji, *The US geopolitical codes*, p. 236.

<sup>248</sup> Crist, *The twilight war*, p. 496.

<sup>249</sup> Executive Office of the President of the United States, *Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2005 Book I* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2005), p. 119.

*posed by the regime while expanding our engagement and outreach to the people the regime is oppressing*<sup>250</sup>.

La même journée que la publication de la NSS, l'Iran accepte publiquement d'avoir des pourparlers avec les États-Unis sur l'Irak, toutefois, il est trop tard pour les Américains<sup>251</sup>. Ceux-ci avaient offert à l'Iran vers la fin de 2005 de discuter de l'avenir de l'Irak, cependant l'Iran voulant élargir l'agenda, les Américains ont refusé<sup>252</sup>. De plus, la non-coopération iranienne soulignée dans le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a poussé les États-Unis et ces alliés à consulter le CSNU sur la question nucléaire iranienne<sup>253</sup>. Le 11 avril 2006, l'Iran annonce qu'ils ont réussi à enrichir de l'uranium à 3,5% ce qui ne fait rien pour détendre le bras de fer qui l'oppose à la communauté internationale<sup>254</sup>. La tension est au plus haut niveau entre les deux États.

En mai 2006, Ahmadinejad envoie une lettre directement à Bush et tente de séduire l'Américain en utilisant le côté religieux de celui-ci<sup>255</sup>. L'effet escompté de la lettre et de la référence religieuse n'atteint pas Bush, cependant, les analystes américains s'entendent pour dire que la lettre représente une offre d'ouverture majeure de la part de l'Iran<sup>256</sup>. Condoleeza Rice, avec l'accord du président, va publiquement annoncer que si l'Iran suspend l'enrichissement d'uranium et les activités liées, les États-Unis sont prédisposés à s'asseoir et discuter du nucléaire ou tout autre sujet que l'Iran désire aborder<sup>257</sup>.

---

<sup>250</sup> Executive Office of the President of the United States, *The National Security Strategy of the United States of America, March 2006* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2006), p. 20-21.

<sup>251</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 134.

<sup>252</sup> *Ibid.*

<sup>253</sup> *Ibid.*

<sup>254</sup> Siavosh Ghazi, «Téhéran n'a pas peur des sanctions», RFI, 24 avril 2006.

<sup>255</sup> Crist, *The twilight war*, p. 500-501.

<sup>256</sup> Murray, *US Foreign Policy and Iran*, p. 136.

<sup>257</sup> Crist, *The twilight war*, p. 505.

Le 1<sup>er</sup> juin 2006 à Vienne, tous les membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne (P5+1) présente à l'Iran de suspendre l'enrichissement d'uranium et de démontrer de la transparence en ce qui a trait à son programme nucléaire. En échange les Américains vont assouplir leurs sanctions et permettre la vente d'un réacteur à eau légère; et les Européens offrent de moderniser leurs industries gazières et pétrolières<sup>258</sup>. La confiance règne au sein du P5+1 qui croit que l'offre va être acceptée par l'Iran, cependant celle-ci refuse l'offre et on mentionne que la décision finale ne fait pas l'unanimité en Iran<sup>259</sup>. Ainsi, l'ouverture américaine est à son tour refusée par l'Iran et ses *hard-liners* qui ne voient pas la nécessité de plier face aux Américains déjà empêtrés dans deux conflits en Irak et Afghanistan.

Le CSNU est consulté et commence à imposer des sanctions à l'Iran. Le 31 juillet 2006, la sanction 1696 demande à l'Iran de suspendre l'enrichissement d'uranium, le retraitement des déchets nucléaires incluant la recherche et le développement et de permettre aux inspecteurs de l'AIEA de vérifier les sites aux plus tard le 31 août 2006<sup>260</sup>. L'Iran ne respecte pas cette sanction et se voit imposer la sanction 1737, le 23 décembre 2006 qui amplifie la résolution 1696 adoptée plus tôt<sup>261</sup>. Le 24 mars 2007, le CSNU adopte la résolution 1747 qui approuve des sanctions économiques additionnelles contre l'Iran pour amener celui-ci à cesser son programme nucléaire<sup>262</sup>. La communauté internationale semble parler d'une seule voix pour faire plier l'Iran à abandonner son programme nucléaire toutefois, le résultat de ces sanctions ne va voir leur fruit que beaucoup plus tard.

---

<sup>258</sup> *Ibid.*, p. 506.

<sup>259</sup> *Ibid.*

<sup>260</sup> U.S. Department of the treasury, «United Nations Security Council Resolution 1696 (2006)», consulté le 17 mars 2016, <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/1696.pdf>.

<sup>261</sup> U.S. Department of the treasury, «United Nations Security Council Resolution 1737 (2006)», consulté le 7 novembre 2015, <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/1737.pdf>.

<sup>262</sup> U.S. Department of the treasury, «United Nations Security Council Resolution 1747 (2007)», consulté le 7 novembre 2015, <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/1747.pdf>.

En mai 2007, il y a finalement un retour à la même table de négociation pour les deux États. L'ambassadeur américain en Irak, Ryan Crocker, discute de la sécurité en Irak avec son homologue iranien Hassan Kazemi Qomi<sup>263</sup>. Les discussions qui suivent à la fin juillet créent un sous-comité d'experts pour discuter de sécurité et prévoit des rencontres régulières<sup>264</sup>. Cette mince lueur d'espoir va avoir seulement des succès mitigés et auront peu d'impact sur l'ouverture dans la relation Irano-Américaine. Toutefois, les intentions des deux parties de perpétrer une ouverture persistante depuis 1979 sous toutes les administrations amènent une constance à la politique étrangère Américaine.

Le 3 mars 2008, le CSNU approuve la sanction 1803 qui réitère les sanctions précédentes et rajoute des sanctions économiques<sup>265</sup>. Toutefois, les nouvelles sanctions économiques ont peu d'impact sur l'économie iranienne<sup>266</sup>. Cependant, en juin 2008, un diplomate américain se joint à d'autres officiels Européens pour aller présenter une autre offre aux Iraniens de la part du P5+1 même si l'Iran n'a toujours pas cessé l'enrichissement d'uranium<sup>267</sup>. Cette offre est similaire à l'offre de 2006, cependant, elle ajoute que l'arrêt du programme nucléaire va avoir comme résultat qu'aucune autre sanction onusienne ne sera imposée à l'Iran. Encore une fois, les Iraniens vont rejeter l'offre qu'ils jugent insuffisante pour assurer leur sécurité.

Le deuxième mandat de Bush semble avoir développé une politique plus unifiée à l'interne ce qui est grandement dû aux leaderships et la relation personnelle de Condoleeza Rice

---

<sup>263</sup> Mafinezam Alidad et Aria Mehrabi, *Iran and Its Place Among Nations* (Westport: Praeger, 2008), p. 128.

<sup>264</sup> Anthony Newkirk, «Diplomacy and Hypocrisy: The case of Iran», *Middle East Policy* 15, n°1 (Spring 2008), p. 37.

<sup>265</sup> U.S. Department of the treasury, «United Nations Security Council Resolution 1803 (2007)», consulté le 17 mars 2016, <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/1803.pdf>.

<sup>266</sup> Pressman, *Power without influence*, p. 166.

<sup>267</sup> *Ibid.*

avec le président<sup>268</sup>. Les Néoconservateurs ont laissé la place à la diplomatie dans une certaine limite et Condoleeza Rice a su en profiter pour limiter l'influence militaire grandement présente dans la politique Bush lors du premier mandat. Les États-Unis ont pris la longue route des sanctions pour accomplir leurs objectifs. Toutefois, les dividendes de cette route vont apparaître plus tard lors du mandat d'Obama.

Pour conclure, Jeremy Pressman dans son article mentionne que la raison de l'échec de Bush est due à une emphase sur les moyens militaires, une insuffisance de l'emploi de la diplomatie et une contradiction à travers les différentes politiques mises en place<sup>269</sup>. Ceci résume bien les deux mandats de Bush qui a vu l'application de la doctrine Carter et l'interventionnisme américain refaire surface basés sur une superpuissance militaire pour dicter l'agenda international. L'Iran refuse de se faire bousculer et n'a d'autre choix que d'essayer d'obtenir une arme qui lui assure une survie à long terme et dissuade tout ennemi à l'attaquer, l'arme nucléaire. Cette administration républicaine, malgré une approche Néoconservatrice lors du premier mandat, a tout de même maintenu une politique d'ouverture et de négociation constante avec l'Iran. Elle a maintenu cet aspect d'ouverture de la politique étrangère américaine présente depuis 1979 comme démontré dans les chapitres précédents. L'arrivée d'un démocrate à la Maison-Blanche élu sur une plateforme d'ouverture politique envers l'Iran annonce une suite de cette politique de rapprochement qui transcende la politique de parti et qui devient un dénominateur commun à la politique étrangère américaine.

## **L'ADMINISTRATION OBAMA**

---

<sup>268</sup> Crist, *The twilight war*, p. 505.

<sup>269</sup> Pressman, *Power without influence*, p. 149-150.



Ce dernier chapitre sera consacré à l'étude de la relation Irano-Américaine sous l'administration démocrate de Barack Obama. Après huit années sous contrôle républicain, dont le premier mandat fut dominé par les néoconservateurs, l'arrivée d'un démocrate élu sur une plateforme d'ouvertures aux négociations sans préalable et la diplomatie comme principal outil politique laissent présager une relation positive<sup>270</sup>. On peut envisager que la politique d'ouverture américaine qui règne depuis la Révolution islamique, et ce sous les différentes administrations républicaines et démocrates, va continuer à se perpétuer sous Obama. Les sanctions américaines vont-elles finalement porter fruit et amener les deux parties à définir un processus d'ouverture soutenu.

### **Un vent optimiste qui s'essouffle**

Fin stratège, Obama reconnaît dès le début que l'Iran tente d'acquiescer l'arme atomique pour tout d'abord prévenir un changement de régime dont les Américains seraient probablement les artisans<sup>271</sup>. Il préconise une ouverture avec les dirigeants de la République islamique sans aucun préalable pour discuter de la relation Irano-Américaine<sup>272</sup>. La nouvelle administration démocrate avec sa politique d'ouverture ne laisse pas les dirigeants iraniens indifférents. Suite à la victoire majoritaire de Barack Obama, le président de la République envoie une lettre de félicitations au futur président, ce qui n'avait pas été accompli depuis la Révolution islamique de 1979<sup>273</sup>. Il y a ainsi une politique d'ouverture qui semble réciproque entre les deux dirigeants.

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, Obama est déterminé à avoir une relation avec les dirigeants iraniens. Il s'engage personnellement lors de différents discours et même lors d'une

---

<sup>270</sup> Cook, *The United States and Iran: Policy challenges and opportunity*, p. 60.

<sup>271</sup> Ofira Seliktar, *Navigating Iran : From Carter to Obama* (New York : Palgrave Macmillan, 2012), p. 161.

<sup>272</sup> Crist, *The twilight war*, p. 539.

<sup>273</sup> Mousavian, *Iran and the United States*, p. 229.

entrevue à la chaîne de télévision arabe *Al Arabiya* en disant : *if country like Iran are willing to unclench their fist, they will find an extended hand from us*<sup>274</sup>. De plus, lors d'une entrevue le 9 février 2009, il mentionne:

And so my national security team is currently reviewing our existing Iran policy, looking at areas where we can have constructive dialog, where we can directly engage with them. And my expectation is in the coming months we will be looking for openings that can be created where we can start sitting across the table, face to face, diplomatic overtures that will allow us to move our policy in a new direction<sup>275</sup>.

On peut facilement soutenir que cette nouvelle administration adopte une politique d'ouverture et de dialogue face à l'Iran qui est songé et perpétue le travail des administrations précédentes. Lors du Nōrouz, Obama communique directement aux dirigeants iraniens et mentionne:

I would like to speak clearly to Iran's leaders: We have serious differences that have grown over time. My administration is now committed to diplomacy that addresses the full range of issues before us and to pursuing constructive ties among the United States, Iran, and the international community. This process will not be advanced by threats. We seek instead engagement that is honest and grounded in mutual respect<sup>276</sup>.

Obama veut commencer un dialogue soutenu avec les dirigeants iraniens basé sur une réciprocité égalitaire.

Le président Ahmadinejad écrit une deuxième lettre à Obama dans laquelle il offre des négociations bilatérales sans préalable et sur la base du respect mutuel comme proposé dans les vœux du Nouvel An par Obama<sup>277</sup>. Cependant, Obama ignore encore une fois la lettre du Président de la République<sup>278</sup>. Il va toutefois écrire directement à l'Ayatollah Khamenei, le

---

<sup>274</sup> Seliktar, *Navigating Iran : From Carter to Obama*, p. 162.

<sup>275</sup> Executive Office of the President of the United States, *Public papers of the Presidents of the United States, Barack Obama 2009 Book I* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2010), p. 70.

<sup>276</sup> *Ibid.*, p. 311.

<sup>277</sup> Mousavian, *Iran and the United States*, p. 230.

<sup>278</sup> *Ibid.*

Guide Suprême, en lui offrant un cadre de pourparlers sur le nucléaire<sup>279</sup>. Les Présidents américains Carter et Reagan ont souvent été critiqués pour avoir communiqué avec le Président de la République et non avec le Guide Suprême. Khamenei répond à Obama de manière respectueuse et positive à l'offre de détente des relations basées sur un respect et des intérêts mutuels tout en critiquant la politique américaine non seulement envers l'Iran, mais l'Islam aussi<sup>280</sup>. Obama va répondre à l'Ayatollah et prendre l'opportunité d'introduire ces deux représentants Williams Burn du département d'État et Puneet Talwar de la Maison-Blanche pour discuter avec les délégués du Guide Suprême. Les élections iraniennes de juin 2009 vont retarder la concrétisation d'une rencontre entre les deux nations. L'ouverture et le dialogue entre les deux dirigeants d'état n'ont jamais atteint ce niveau depuis Carter et le Chah.

Toute l'Administration Obama adopte une politique d'ouverture envers l'Iran contrairement aux guerres internes qui régnaient au sein de l'Administration Bush. La Secrétaire d'État, Hillary Clinton, invite publiquement l'Iran à participer à la Conférence de La Hague sur l'Afghanistan<sup>281</sup>. La participation de l'Iran à la conférence et la présence d'Hillary Clinton à la table des négociations avec une délégation iranienne démontrent encore une fois une ouverture dans la relation et qui nous rappelle la participation iranienne à l'effort de guerre américaine en Afghanistan durant le premier mandat de Bush. De plus, la secrétaire d'État explique la stratégie de l'administration Obama envers l'Iran devant le comité des Affaires étrangères de la chambre des représentants<sup>282</sup>. Elle décrit la stratégie comme suit : on doit poursuivre le chemin diplomatique en premier pour gagner une crédibilité, augmenter notre influence sur certains États

---

<sup>279</sup> Seliktar, *Navigating Iran : From Carter to Obama*, p. 163.

<sup>280</sup> Mousavian, *Iran and the United States*, p. 230.

<sup>281</sup> Mohamed El-Khawas, «Obama's engagement strategy with Iran : Limited results», *Mediterranean Quarterly* 22, n° 1 (Winter 2011), p. 94.

<sup>282</sup> *Ibid.*, p. 95.

pour assurer que les sanctions soient strictes et efficaces comme nous le désirons<sup>283</sup>. La secrétaire d'État veut s'assurer que les pays tels l'Allemagne, la Russie et la Chine vont supporter les sanctions devant le CSNU et ceci n'est possible qu'après les échecs d'une diplomatie rigoureuse.

Le 4 juin 2009, Obama livre un discours dans lequel il tend la main au monde islamique à l'Université du Caire, mais aussi à l'Iran directement quand il mentionne:

This issue [nuclear weapons] has been a source of tension between the United States and the Islamic Republic of Iran. For many years, Iran has defined itself in part by its opposition to my country, and there is in fact a tumultuous history between us. In the middle of the cold war, the United States played a role in the overthrow of a democratically elected Iranian Government. [...] I recognize it will be hard to overcome decades of mistrust, but we will proceed with courage, rectitude, and resolve. There will be many issues to discuss between our two countries, and we are willing to move forward with-out preconditions on the basis of mutual respect<sup>284</sup>.

Obama signifie clairement à l'Iran qu'il est temps de discuter et admet encore une fois l'erreur américaine de 1953 comme la secrétaire d'État Albright l'avait tant bien fait en 2000 pour tenter de stimuler la discussion entre les deux États.

Le 12 juin 2009, le Président Ahmadinejad est réélu par surprise et dans la controverse, ce qui amène un vent de manifestation dans les rues de Téhéran surnommé la Révolution verte<sup>285</sup>. Des centaines de milliers de protestants vont parcourir les rues habillées en vert pour représenter la couleur de l'Islam et celle du parti perdant de Mousavi<sup>286</sup>. Ces démonstrations vont atteindre leur apogée lors du meurtre de la jeune manifestante Neda Agha-Soltan par coup de feu

---

<sup>283</sup> *Ibid.*

<sup>284</sup> Barack Obama (discours, Université du Caire, Caire, Égypte, 4 juin 2009).

<sup>285</sup> Seliktar, *Navigating Iran : From Carter to Obama*, p. 165.

<sup>286</sup> Crist, *The twilight war*, p. 546.

filmé et diffusé sur plusieurs chaînes de télévision internationale, dont CNN<sup>287</sup>. La réaction du Président Obama ne se fait pas attendre et il mentionne :

We call on the Iranian Government to stop all violent and unjust actions against its own people. The universal rights to assembly and free speech must be respected, and the United States stands with all who seek to exercise those rights<sup>288</sup>.

La répression des protestataires iraniens oblige Obama à prendre du recul dans son processus d'ouverture avec l'Iran par l'obligation américaine à promouvoir les droits démocratiques et les droits de la personne. Face à une pression des médias, Hillary Clinton est obligé de désinviter les diplomates iraniens pour les festivités du 4 juillet dans les ambassades dans le monde ce qui a un impact modéré, car les Iraniens ne participent pas à la fête américaine depuis la révolution de 1979<sup>289</sup>. L'administration démocrate se questionne non seulement sur le programme nucléaire, mais mets en doute qui possède le pouvoir en Iran lorsqu'Hillary Clinton mentionne :

We are planning to try to bring the world community together in applying pressure to Iran through sanctions adopted by the United Nations that will be particularly aimed at those enterprises controlled by the Revolutionary Guard which we believe is, in effect, supplanting the government of Iran. I mean, that is how we see it. We see that the Government of Iran, the supreme leader, the president, the parliament, is being supplanted, and that Iran is moving toward a military dictatorship. Now, that is our view<sup>290</sup>.

Ainsi, l'administration américaine prend ces distances et tente de définir les intentions de la RII.

Le 25 septembre 2009, lors du sommet du G20 à Pittsburgh, Obama, Nicolas Sarkozy, Président de la France, et Gordon Brown, premier ministre britannique, vont profiter de

<sup>287</sup> Sadaf R. Ali et ShahiraFahmy. «Gatekeeping and citizen journalism : The use of social media during the recent uprising in Iran, Egypt, and Lybia», *Media, War & Conflict* 6, n° 1 (2013), p. 60.

<sup>288</sup> Executive Office of the President of the United States, *Barack Obama 2009 Book I*, p. 869.

<sup>289</sup> Sohrab Ahmari. «Uncontained Obama`s confused Iran policy», *World Affairs* 90, n° 6, (November/December 2011), p. 48.

<sup>290</sup> Hillary Clinton (Discours, Townterview hosted by Al Jazeera at Camegie Mellon University Qatar campus in Education City, Doha, Qatar, 15 February 2010).

l'occasion pour dénoncer ensemble le programme nucléaire iranien ainsi que la découverte d'un nouveau plan nucléaire à Qom<sup>291</sup>. Ils vont énoncer:

We are here to announce that yesterday in Vienna, the United States, the United Kingdom, and France presented detailed evidence to the IAEA demonstrating that the Islamic Republic of Iran has been building a covert uranium enrichment facility near Qom for several years. Earlier this week, the Iranian Government presented a letter to the IAEA that made reference to a new enrichment facility, years after they had started its construction. The existence of this facility underscores Iran's continuing unwillingness to meet its obligations under U.N. Security Council resolutions and IAEA requirements. [...] Iran has a right to peaceful nuclear power that meets the energy needs of its people, but the size and configuration of this facility is inconsistent with a peaceful program. [...] We remain committed to serious, meaningful engagement with Iran to address the nuclear issue through the P-5-plus-1 negotiations. Through this dialogue, we are committed to demonstrating that international law is not an empty promise, that obligations must be kept, and that treaties will be enforced. [...] We have offered Iran a clear path toward greater international integration if it lives up to its obligations, and that offer stands. But the Iranian Government must now demonstrate through deeds its peaceful intentions, or be held accountable to international standards and international law<sup>292</sup>.

Malgré la gravité de l'information et la découverte de cette nouvelle infrastructure nucléaire en Iran, ces trois membres permanents des Nations Unies adoptent une politique d'ouverture et de conciliation avec l'Iran avec laquelle ils désirent construire une relation, mais restent prêts en cas d'échec à intervenir.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2009, moins d'une semaine après la conférence d'Obama au G20, le P5+1 rencontre les négociateurs iraniens à Genève. Il propose à l'Iran d'envoyer leur uranium enrichi de bas niveau en Russie où il va être enrichi à vingt pour cent et puis en France pour créer des barres de combustible et ainsi pouvoir produire des isotopes médicaux en Iran<sup>293</sup>. L'Iran accepte

---

<sup>291</sup> Executive Office of the President of the United States. *Public papers of the Presidents of the United States, Barack Obama 2009 Book II* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2012), p. 1452.

<sup>292</sup> *Ibid.*, p. 1452-1453.

<sup>293</sup> Steven Hurst, «Obama and Iran», *International Politics* 49, n° 5 (September 2012), p. 547.

tout d'abord l'entente proposée par le P5+1, toutefois, le Président iranien fait face à une opposition conservatrice qui s'oppose à cette entente ce qui l'oblige à tenter de modifier l'accord ce à quoi les occidentaux ne peuvent accepter cette concession<sup>294</sup>.

Durant cette conférence à Genève, Williams Burns, sous-secrétaire d'État américain, et Saeed Djalili, chef négociateur iranien en ont profité pour se rencontrer lors d'un lunch, ce qui fut la première rencontre bilatérale depuis des années<sup>295</sup>. Ainsi, malgré une tension qui règne au sein de la communauté internationale sur la question nucléaire iranienne, il y a du progrès du côté américain dans sa relation avec l'Iran et la politique d'ouverture d'Obama semble porter ses fruits et permet un dialogue entre les deux États. Toutefois, la question nucléaire iranienne n'est toujours pas résolue.

En février 2010, les États-Unis offrent à l'Iran de les aider à acheter des isotopes médicaux sur le marché mondial et ainsi éviter le besoin d'enrichir l'uranium<sup>296</sup>. L'Iran refuse l'offre américaine, ce qui fait dire au Président américain que la position iranienne de seulement posséder un programme nucléaire à des fins civils est remise en question<sup>297</sup>.

Lors de son message du Nōrouz, le Président Obama résume la situation de la manière suivante:

Together with the international community, the United States acknowledges your right to peaceful nuclear energy; we insist only that you adhere to the same responsibilities that apply to other nations. We are familiar with your grievances from the past; we have our own grievances as well, but we are prepared to move forward. [...] Finally, let me be clear: We are working with the international community to hold the Iranian Government accountable because they refuse to

---

<sup>294</sup> El-Khawas, *Obama's engagement strategy with Iran : Limited results*, p. 97 et 110.

<sup>295</sup> *Ibid.*, p.97.

<sup>296</sup> *Ibid.*, p. 100.

<sup>297</sup> Executive Office of the President of the United States, *Public papers of the Presidents of the United States, Barack Obama 2010 Book I* (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2012), p. 192.

live up to their international obligations. But our offer of comprehensive diplomatic contacts and dialogue stands<sup>298</sup>.

La politique d'ouverture du président est présente dans son discours aux peuples et aux dirigeants iraniens, et ce malgré le fait que le Président ne se fait plus d'illusion par rapport au programme nucléaire iranien suivant le rejet de la dernière offre américaine.

Sans aucun progrès dans les négociations sur le nucléaire, le P5+1 n'a d'autre choix que de supporter les demandes américaines pour une autre résolution du CSNU. Le 9 juin 2010, le CSNU adopte la résolution 1929 qui renforce l'embargo sur les armes; autorise l'inspection de bateau transportant des produits de contrebande; freine les transactions financières des banques et compagnie d'assurance impliquée dans le programme nucléaire; et élargis le nombre d'individus dont les avoirs vont être gelés<sup>299</sup>. La communauté internationale se dresse devant l'Iran pour qu'il cesse son programme nucléaire à des fins militaires et non à des fins civiles ce qui est une variante de l'administration Obama comparativement à celle de Bush.

Cependant, Obama possédant des succès mitigés aux niveaux diplomatiques, il se tourne vers les techniques adoptées par ces prédécesseurs. Obama va supporter des opérations secrètes en collaboration avec Israël et ses services secrets, le Mossad, pour empêcher l'Iran de s'appropriier l'arme nucléaire<sup>300</sup>. Même si ces informations n'ont jamais été admises par le gouvernement américain, un des plus grands succès pour limiter l'Iran dans le développement de son programme nucléaire est probablement le virus Stuxnet qui a attaqué le système de contrôle Siemens AG qui gère les infrastructures nucléaires, électriques et pétrolières en Iran<sup>301</sup>. L'Iran va

---

<sup>298</sup> *Ibid.*, p. 396-397.

<sup>299</sup> U.S. Department of the treasury, «United Nations Security Council Resolution 1929 (2010)», consulté le 7 novembre 2015, <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/1929.pdf>.

<sup>300</sup> Seliktar, *Navigating Iran : From Carter to Obama*, p. 172.

<sup>301</sup> *Ibid.* et Crist, *The twilight war*, p. 551.



accuser Israël et les États-Unis pour cette attaque<sup>302</sup>. Ces opérations secrètes ont pour but de retarder le programme nucléaire iranien même si elles ne sont toujours pas reconnues par le gouvernement américain.

Le 6 décembre 2010, les négociations reprennent à Genève sur le programme nucléaire iranien entre le P5+1 et l'Iran<sup>303</sup>. Les pourparlers vont aussi se poursuivre en janvier 2011 entre la communauté internationale et l'Iran<sup>304</sup>. Toutefois, le département d'État conclut que les Iraniens adoptent une position non constructive et la performance iranienne est décevante<sup>305</sup>. Pour David Crist, auteur *The twilight war*, la vision optimisme d'Obama commence à s'essouffler, il comprend que l'Iran n'est pas prêt à s'asseoir et discuter de leurs différences qui les divisent depuis 30 ans et il doit se tourner vers une politique similaire au deuxième mandat de son prédécesseur qui est basé sur les sanctions internationales<sup>306</sup>.

Le 23 janvier 2012, l'Union européenne (UE) passe une résolution pour bannir tout achat de pétrole iranien à compter de juillet 2012, une des plus puissantes sanctions adoptées contre l'Iran<sup>307</sup>. Cette sanction ne laisse plus de doute à savoir si la politique américaine a réussi à convaincre la communauté internationale des effets sur le Moyen-Orient si l'Iran possède l'arme atomique. En avril 2012, les négociations reprennent, mais encore une fois sans aucun résultat<sup>308</sup>. Toutefois, les discussions continuent entre les différents partis qui maintiennent une ouverture aux négociations ce qui est positif en soi malgré le fait que les progrès se laissent attendre.

---

<sup>302</sup> Crist, *The twilight war*, p. 551.

<sup>303</sup> *Ibid.*, p. 549.

<sup>304</sup> Hurst, *Obama and Iran*, p. 548.

<sup>305</sup> Crist, *The twilight war*, p. 550.

<sup>306</sup> *Ibid.*, p. 561.

<sup>307</sup> Seliktar, *Navigating Iran : From Carter to Obama*, p. 174.

<sup>308</sup> Hurst, *Obama and Iran*, p. 548.

Le 20 octobre 2012, *The New York Times*, publie que l'Iran a accepté d'avoir des pourparlers bilatéraux avec les États-Unis sur le programme nucléaire ce qui est le fruit d'échange secret entre les deux États<sup>309</sup>. Toutefois, l'article mentionne que les autorités iraniennes refusent de commencer les pourparlers avant les résultats des élections américaines, ce qui est très favorable aux démocrates deux jours avant le débat sur la politique étrangère américaine. Lors du débat du 22 octobre 2012 entre Mitt Romney (candidat républicain) et Barack Obama, ce dernier mentionne que les sanctions sont un succès et que les États-Unis ont organisé la plus forte coalition contre l'Iran et que l'économie iranienne en souffre<sup>310</sup>. Obama va être réélu pour un deuxième mandat comme Président des États-Unis.

En 2011, le printemps arabe secoue le Moyen-Orient avec des manifestations dans plusieurs pays, mais affectant principalement l'Égypte, le Yémen, Bahreïn, la Libye et la Syrie.

Pierre Pahlavi mentionne :

[...] le «Printemps arabe» de 2011 semble avoir pour effet d'accroître davantage la marge de manœuvre de l'Iran et de conforter sa position régionale: en éliminant des adversaires farouches comme les présidents égyptien, Hosni Moubarak, ou yéménite, Ali Abdullah Saleh; en favorisant ce que le président Mahmoud Ahmadinejad a appelé le «Réveil islamique» et l'éclosion d'États organisés autour de la charia; en étendant le «terrain de jeu» des Gardiens au Bahreïn, au Yémen, en Égypte, dans la Corne de l'Afrique, au Sahel et au-delà; et, surtout, en mettant Israël, les Pétromonarchies arabes et les États-Unis sur la défensive<sup>311</sup>.

Ainsi, le printemps arabe semble étendre la zone d'influence iranienne. Les États-Unis et l'Iran ont encore une fois une vision convergente comme ce fut le cas pour le conflit en Afghanistan lors de l'invasion soviétique, en Afghanistan lorsque les Talibans prennent le pouvoir et en Irak sous Saddam Hussein. Pierre Pahlavi et Éric Ouellet mentionnent dans un article de *La Presse*:

<sup>309</sup> Helene Cooper et Mark Landler, «US officials say Iran has agreed to nuclear talks» *The New York Times*, 20 octobre 2012.

<sup>310</sup> Rafique, *Political and economic impact of nuclear-related sanctions on Iran*, p. 15-16.

<sup>311</sup> Pierre Pahlavi, «Iran et Occident: rapprochement et blocage», *Global Brief* #17, Spring-Summer 2015.

Les coups de main répétés de l'administration Obama ressemblent, quant à eux, de moins en moins à des étourderies tant ils sont systématiques et coordonnés avec la politique iranienne. Le phénomène s'observe d'un bout à l'autre du monde musulman. D'abord dans la péninsule arabique où les Américains ont vite fait d'abandonner le président Saleh pourfendeur de la rébellion chiite soutenue par les Gardiens de la révolution iranienne. Dans le Golfe, Téhéran et Washington s'opposent en chœur à la répression de la révolte chiite par le roi du Bahreïn. Rêvant de voir la petite royauté devenir la «14e province d'Iran», Mahmoud Ahmadinejad qualifie le déploiement de l'armée du bouclier d'«injustifiable et d'irréparable». Lui faisant écho, la secrétaire d'État américaine qualifie la réaction anti-chiite de «pas dans la mauvaise direction». L'amour, c'est regarder dans la même direction, avait dit Antoine de Saint-Exupéry... Alors que partout ailleurs Washington et Téhéran joignent leurs voix pour condamner la brutalité des dictatures, en Syrie, la répression violente des mouvements pro-démocratiques par le régime alaouite, fidèle vassal de Téhéran, ne rencontre qu'une condamnation très molle de la part de la Maison-Blanche<sup>312</sup>.

Les deux États possèdent encore plus de points en commun soulevés par le printemps arabes et reflétés dans leur prise de position. L'apogée arrive en 2013-2014 dans le conflit syrien lorsque de manière *de facto* les Iraniens joignent leurs efforts à ceux de la coalition internationale contre le fléau de l'État islamique<sup>313</sup>. Ainsi, les États-Unis et l'Iran se retrouvent encore une fois alliés dans une cause commune au Moyen-Orient ce qui ne peut qu'aider leur cause et représente une autre ouverture dans leur relation en étant *allié de facto*.

Pour conclure, le premier mandat d'Obama est marqué par une politique d'ouverture. Obama a adopté une diplomatie agressive en se permettant personnellement de communiquer directement avec l'Ayatollah pour obtenir des résultats plus rapide et direct et éliminer les messagers. Son administration opérait dans un but commun de rétablir les ponts et communications avec la République comme démontré par Hillary Clinton. Les progrès de la politique d'ouverture d'Obama étaient très facilement reconnaissables jusqu'à l'élection iranienne et la Révolution verte qui affecte les avancées dans les relations Irano-Américaines. Le

<sup>312</sup> Pierre Pahlavi et Éric Ouellet, «Conflits au Proche-Orient: le mariage de Washington et Téhéran », La Presse, 30 mars 2011.

<sup>313</sup> Pierre Pahlavi, «Iran et Occident: rapprochement et blocage», *Global Brief* #17, Spring-Summer 2015.

printemps arabe démontre que la politique étrangère américaine et iranienne sont souvent convergente ce qui facilite une coopération entre les deux États. Le message d'ouverture de l'administration démocrate demeure présent ce qui permet de continuer les négociations du P5+1 et ce malgré l'adoption de sanction rigide de la part du CSNU et de l'UE. Ainsi la politique d'ouverture d'Obama domine au cours des quatre premières années de son mandat de manière permanente avec des effets remarquables dès le début et un certain essoufflement vers la fin par la stagnation des négociations sur le nucléaire et les protestations iraniennes suite à l'élection présidentielle iranienne. La réélection d'Obama laisse présager une relation positive entre les deux États.

### **Les discussions bilatérales, un accord et une normalisation de la relation**

La réélection d'Obama semble prometteuse pour la relation Irano-Américaine par sa politique d'ouverture mise en place dès le début de son premier mandat. En février et avril 2013, les pourparlers continuent entre le P5+1 et l'Iran, mais, on est encore très loin de conclure un accord<sup>314</sup>. Le 3 juin 2013, Obama va signer un ordre exécutif (13645) qui augmente les sanctions américaines contre l'Iran, mais plus spécifiquement contre les compagnies pétrolières iraniennes, l'industrie automobile et des dirigeants officiels iraniens<sup>315</sup>. Le début du deuxième mandat d'Obama ne voit aucun changement significatif, la politique d'ouverture demeure présente et les pourparlers se poursuivent au sein du P5+1 sans toutefois atteindre un objectif significatif. Il y a ainsi une continuité de la politique iranienne de la Maison-Blanche.

---

<sup>314</sup> Arms control association, «Timeline of nuclear diplomacy with Iran», consulté le 5 avril 2016, <https://www.armscontrol.org/factsheet/Timeline-of-Nuclear-Diplomacy-With-Iran#2013>.

<sup>315</sup> U.S. Department of the treasury, «Executive Order 13645 (2013)», consulté le 4 avril 2016, <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/13645.pdf>.

Le point tournant qui crée une débouchée dans les pourparlers sur le nucléaire et la relation Irano-Américaine ne sera pas le résultat d'une action américaine, mais, elle provient plutôt de l'Iran lors de l'élection de 2013. Le 14 juin 2013, les Iraniens vont élire le modéré Hassan Rouhani comme président. La feuille de route du Président Rouhani et sa participation aux pourparlers de 2003-2005 avec l'UE laissent pressentir qu'une solution finale au problème est plausible<sup>316</sup>. Suivant son élection, Rouhani mentionne qu'il va poursuivre une politique de réconciliation et de paix avec le monde<sup>317</sup>. Ceci laisse présager une politique d'ouverture fructueuse entre les deux États.

D'août à octobre 2013, il commence à y avoir des rencontres secrètes entre les deux États pour tenter de régler les problèmes incluant le nucléaire<sup>318</sup>. Les deux présidents s'échangent des lettres pour essayer de trouver une entente sur leurs différends et s'accorde sur le fait qu'il y a une opportunité par le dialogue pour changer les relations Irano-Américaines<sup>319</sup>. De plus, la visite du président iranien à New York en marge de l'Assemblée générale de l'ONU semble prédire une rencontre entre les deux présidents toutefois, cette rencontre n'a jamais eu lieu<sup>320</sup>. Le 27 septembre 2013, les deux présidents ont un appel téléphonique historique qui apparait comme une cessation de ces années de tension entre les deux pays. Il y a aussi une rencontre entre le Secrétaire d'État, John Kerry et le ministre des Affaires étrangères iranien, Djavad Zarif

---

<sup>316</sup> Mousavian, *Iran and the United States*, p. 281.

<sup>317</sup> *Ibid.*

<sup>318</sup> *Ibid.*

<sup>319</sup> Mark Landler, «Obama finds a Pen Pal in Iran», *The New York Times*, 19 September 2013.

<sup>320</sup> Inter Press Service, «Diplomacy : Speculation over Iran-U.S. detente continues apace», consulté le 7 novembre 2015, <http://www.ipsnews.net/2013/09/speculation-over-iran-u-s-detente-continues-apace/>.

d'environ une demi-heure.<sup>321</sup> L'ouverture diplomatique n'est plus remise en question, les pourparlers sont trop grands pour seulement être considéré une débouchée.

Sur la question nucléaire, dès la mi-septembre, les deux parties sont d'accord sur l'approche à adopter incluant l'état final voulu<sup>322</sup>. Le P5+1 s'entend pour négocier une entente par étape, adopter une approche compréhensible du problème qui englobe la question nucléaire, les armes de destruction massive et tout autre point divergent entre les entités<sup>323</sup>.

Le 24 novembre 2013 à Genève, le P5+1 trouve une entente avec l'Iran qui est acceptable pour les deux parties à long terme et qui reflète une solution compréhensible du problème nommé le *Joint Plan of Action*<sup>324</sup>. Le 12 janvier 2014, cette entente historique est entérinée par les parties et va prendre effet le 20 janvier 2014<sup>325</sup>. Cet arrangement est toutefois seulement un cadre pour les négociations et John Kerry décrit l'accord comme suit :

Because of the determined and focused work of our diplomats and technical experts, we now have a set of technical understandings for how the parties will fulfill the commitments made at the negotiating table. These understandings outline how the first step agreement will be implemented and verified, as well as the timing of implementation of its provisions. [...] While implementation is an important step, the next phase poses a far greater challenge: negotiating a comprehensive agreement that resolves outstanding concerns about the peaceful nature of Iran's nuclear program. As the United States has made clear many times, our absolute top priority in these negotiations is preventing Iran from obtaining a nuclear weapon. We have been clear that diplomacy is our preferred path because other options carry much greater costs and risks and are less likely to provide a lasting solution<sup>326</sup>.

---

<sup>321</sup> Stéphane Bussard, «Les fruits de la diplomatie secrète américaine: Depuis l'élection d'Hassan Rohani à la présidence de l'Iran, Washington a multiplié les rencontres en créant un canal bilatéral avec Téhéran» Le Temps, 25 Nov 2013.

<sup>322</sup> Mousavian, *Iran and the United States*, p. 279.

<sup>323</sup> *Ibid.*

<sup>324</sup> *Ibid.*, p. 266.

<sup>325</sup> Michael R. Gordon and Erich Schmitt, «Negotiators put final touches on Iran accord», The New York Times, 12 Jan 2014.

<sup>326</sup> U.S. Department of State, «Press Statement, John Kerry, 12 January 2014», consulté le 5 avril 2016, <http://www.state.gov/secretary/remarks/2014/01/219566.htm>.

Ainsi le cadre de l'entente est déterminé toutefois les négociations doivent se poursuivre pour trouver un accord à long terme. Toutefois, toutes les parties sont présentes à la table des négociations pour trouver une solution à long terme au problème. Depuis la signature de l'entente, les pourparlers ont déjà été prolongés deux fois en juillet 2014 et en novembre 2014<sup>327</sup>. Le 14 juillet 2015, John Kerry annonce finalement l'implémentation du *Joint Plan of Action* qui constitue l'entente finale sur le nucléaire iranien après des années de négociations entre les différentes entités<sup>328</sup>. Cette entente règle la question nucléaire qui demeure centrale à la relation entre l'Iran et les États-Unis et qui devrait faciliter les échanges bilatéraux par la suite. L'ouverture qui persiste depuis 1979 peut maintenant envisager de murir et de devenir une relation diplomatique permanente.

Malgré cet accord, le NSS de février 2015 contient toujours un discours rigide envers l'Iran et sous-entend que toutes les options sont encore disponibles pour le Président en cas d'échec de l'entente, on mentionne :

We led international efforts to stop the proliferation of nuclear weapons, including by building an unprecedented international sanctions regime to hold Iran responsible for failing to meet its international obligations, while pursuing a diplomatic effort that has already stopped the progress of Iran's nuclear program and rolled it back in key respects. [...] We have made clear Iran must meet its international obligations and demonstrate its nuclear program is entirely peaceful. Our sanctions regime has demonstrated that the international community can—and will—hold accountable those nations that do not meet their obligations, while also opening up a space for a diplomatic resolution. Having reached a first step arrangement that stops the progress of Iran's nuclear program in exchange for limited relief, our preference is to achieve a comprehensive and verifiable deal that assures Iran's nuclear program is solely for peaceful purposes. This is the best way to advance our interests, strengthen the global nonproliferation regime, and

<sup>327</sup> The New York Times, «Timeline on Iran's Nuclear Program», consulté le 5 avril 2016, [http://www.nytimes.com/interactive/2014/11/20/world/middleeast/Iran-nuclear-timeline.html#time243\\_10809](http://www.nytimes.com/interactive/2014/11/20/world/middleeast/Iran-nuclear-timeline.html#time243_10809).

<sup>328</sup> U.S. Department of State. «Press availability on Nuclear Deal with Iran, John Kerry, 14 July 2015, Vienna, Austria», consulté le 5 avril 2016, <http://www.state.gov/secretary/remarks/2015/07/244885.htm>.

enable Iran to access peaceful nuclear energy. However, we retain all options to achieve the objective of preventing Iran from producing a nuclear weapon<sup>329</sup>.

Le NSS de 2015 reflète encore une politique basée sur la diplomatie pour arriver à ces fins, elle prévient toutefois l'Iran qu'elle maintient toutes les options disponibles en cas de non-respect des accords.

La relation Irano-Américaine a été grandement testée le 12-13 janvier 2016, lorsque 10 marins américains sont faits prisonnier par l'Iran pour avoir entré dans leurs eaux territoriales<sup>330</sup>. Ce qui aurait pu probablement déclencher une autre prise de bras de fer, il y a quelques années, a été résolu de manière diplomatique, le Président Obama mentionne:

As I said in my State of the Union address, ensuring the security of the United States and the safety of our people demands a smart, patient and disciplined approach to the world. That includes our diplomacy with the Islamic Republic of Iran. [...] And as President, I decided that a strong, confident America could advance our national security by engaging directly with the Iranian government. [...] When our sailors in the Persian Gulf accidentally strayed into Iranian waters that could have sparked a major international incident. Some folks here in Washington rushed to declare that it was the start of another hostage crisis. Instead, we worked directly with the Iranian government and secured the release of our sailors in less than 24 hours<sup>331</sup>.

Cette situation prouve que la politique d'ouverture de l'Administration Obama a porté fruit ainsi que les efforts patients investis depuis quatre décennies par les différentes administrations Républicaine et Démocrate. Les relations diplomatiques ne sont pas complètement rétablies cependant, dans une situation de crise, avec les médias qui spéculent sur la situation et les groupes conservateurs qui désirent des résultats, les deux États ont su prendre les actions pour arriver à une solution raisonnable dans un délai très respectable. John Kerry mentionne:

---

<sup>329</sup> Executive Office of the President of the United States. *National Security Strategy* (February 2015, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2015), p. ii et 11.

<sup>330</sup> Document: U.S. CENTCOM statement on events surrounding Iranian detainment of 10 U.S. Navy Sailors, USNI, 18 January 2016, <https://news.usni.org/2016/01/18/document-u-s-centcom-statement-on-events-surrounding-iranian-detainment-of-10-u-s-navy-sailors>.

<sup>331</sup> Barack Obama (Statement by the President on Iran, White House, Washington, United States, 17 January 2016).



I want to express my gratitude to Iranian authorities for their cooperation in swiftly resolving this matter. That this issue was resolved peacefully and efficiently is a testament to the critical role diplomacy plays in keeping our country safe, secure, and strong<sup>332</sup>.

Cette gratitude exprimée par John Kerry reflète le vouloir de deux grandes nations qui désirent coopérer.

Un autre aspect positif de la relation Irano-Américaine est le statut des prisonniers. Les négociations bilatérales ont permis de faire avancer les échanges de prisonniers entre les deux pays et ainsi des Iraniens détenus aux États-Unis ont pu retourner dans leurs familles en Iran et vice-versa. Obama mentionne que plusieurs Américains, dont Jason Rezaian, Pastor Saeed Abedini, Amir Hekmati, Nosratollah Khosravi-Roodsari et Matthew Trevithick ont eu la chance de revenir à la maison et que sept Iraniens qui étaient en attente de sentence vont pouvoir rejoindre leurs familles en Iran grâce aux négociations diplomatiques<sup>333</sup>. Le Président décrit que suite aux négociations sur le nucléaire, John Kerry a pu aborder la question d'échange de prisonniers de manière bilatérale et accélérée<sup>334</sup>. Ceci démontre que les relations Irano-Américaine ont dépassé le stade d'ouverture sous l'administration Obama.

Par contre, les États-Unis ont encore des sanctions contre l'Iran dû aux violations des droits de l'homme, pour le support au terrorisme, plusieurs organisations gouvernementales telles le Corps des Gardiens de la Révolution iranienne (CGRI) et le programme de missile balistique iranien<sup>335</sup>. Par exemple, le 9 mars 2016, pour une deuxième journée consécutive, les Iraniens ont procédé à des tirs de missile balistique qui ne va pas à l'encontre de l'accord sur le

---

<sup>332</sup> U.S. Department of State. «Press Statement on U.S. Navy sailors' departure from Iran, John Kerry, 13 January 2016», consulté le 5 avril 2016, <http://www.state.gov/secretary/remarks/2016/01/251139.htm>.

<sup>333</sup> Barack Obama (Statement by the President on Iran, White House, Washington, United States, 17 January 2016).

<sup>334</sup> *Ibid.*

<sup>335</sup> *Ibid.*

nucléaire, mais contre la résolution 2231 du CSNU<sup>336</sup>. Les relations entre les deux États ne sont pas parfaites et vont prendre du temps à se rétablir. Ils ne seront peut-être jamais de retour au niveau prérévolutionnaire, lorsque le Chah dirigeait l'Iran, toutefois il y a espoir que des relations diplomatiques existent de manière stable et permanente entre ces deux pays.

Pour conclure, le deuxième mandat d'Obama a grandement été aidé par l'élection d'un modéré comme président iranien qui désirait régler le problème qui opposait l'Iran à la communauté internationale. Dès que le Président Rouhani fait savoir ses intentions, la question du dossier nucléaire iranien a repris priorité pour l'Administration Obama qui peut compter sur une position réceptive de l'Iran. Il faut cependant mentionner qu'Obama communique directement avec le Président Rouhani que ce soit par lettre ou au téléphone pour régulariser la relation Irano-Américaine. Il y a des rencontres bilatérales entre les deux pays, incluant la rencontre entre John Kerry et Djavad Zarif, qui laisse présager un retour futur à des relations permanentes entre les deux États. Leur relation est mise à l'épreuve par l'épisode des marins américains détenue par l'Iran et devant une presse internationale qui attend de voir la réaction des deux pays. Ils réagissent calmement et trouvent une entente pour le bien fait de la communauté internationale et de leur relation bilatérale. Les échanges de prisonniers démontrent une volonté du bien-être de leur population qui surpasse une idéologie politique de non-négociation entre les deux pays. Les tirs de missile balistique, les droits de l'homme et le support au terrorisme demeurent un point de divergence entre les deux pays, mais ceci est négociable à l'intérieur d'une relation diplomatique normalisée. Ainsi, l'Administration Obama a su faire passer la relation Irano-Américaine du stade d'ouverture à une normalisation diplomatique non permanente ou un problème peut se régler de manière bilatérale grâce au dialogue.

---

<sup>336</sup> Bozorgmehr Sharafedin et Doina Chiacu, «Iran fires ballistic missiles, U.S. hints at diplomatic response», Reuters, 9 mars 2016.

Obama a récolté une partie des fruits du travail des quatre dernières décennies semé par chacune des administrations précédente grâce à une politique d'ouverture constante depuis la Révolution islamique. L'administration Obama a poursuivi le travail des présidents précédent en conservant une politique d'ouverture qui a mené à l'accord sur le nucléaire. La relation Irano-Américaine semble s'être stabilisée et nous pouvons espérer passer à l'étape suivante de rétablir une relation diplomatique permanente dans un futur proche. Toutefois, comme le mentionne le NSS de 2015, nous ne pouvons brûler les étapes et les États-Unis se doivent d'être prêts à réagir au besoin pour s'assurer que l'Iran soit dissuadé à acquérir l'arme atomique et déstabiliser la région. Dès le début de sa campagne électorale, Obama a opté pour une politique d'ouverture qu'il a implémenté tout au long de ses deux mandats pour ainsi confirmer encore une fois que la politique étrangère américaine envers l'Iran contient une ouverture constante et ce depuis Carter.

## CONCLUSION

Cet essai a démontré que la politique étrangère américaine de Carter à Obama, malgré des périodes de refroidissement ponctuel et conjoncturel, est marquée par une volonté constante de rapprochement avec le régime islamique. Ce travail a analysé avec toute la rigueur qui sied de manière chronologique chaque administration pour déterminer qu'il y a une politique d'ouverture qui persiste au-delà de la partisanerie des administrations démocrates ou républicaines et qui demeure constante depuis 1977. Ce texte a établi que la ligne directrice de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran est une politique de rapprochement cohérente et constante sur l'ensemble de la période. Elle est caractérisée par un désir pérenne d'engagement et de normalisation de la relation entre ces deux États. Malgré l'opinion répandue selon laquelle cette relation bilatérale est chaotique et irrégulière, il y a une large part de constance dans la politique iranienne de la Maison Blanche.

Cette étude a illustré que l'Administration Carter a évolué d'une politique convergente d'intérêt commun avec le Chah à une politique stagnante face à un vent de changement que subit l'Iran. Carter a maintenu une ouverture à travers le Pentagone et la CIA avec la RII, malgré la prise d'otage d'Américains. Cette prise de position va dicter la politique pour les administrations futures. Les Républicains poursuivent cette politique tout d'abord au niveau économique avec la vente d'armes et elle va se peaufiner et s'établir au niveau diplomatique. Les rencontres entre les deux États sont multiples que ce soit à Téhéran, à Washington, à La Hague ou via le Secrétaire général de l'ONU qui agit comme intermédiaire. Ce rapprochement entre les deux États se confirme concrètement par la participation américaine aux efforts humanitaires lors du tremblement de terre en Iran, mais, aussi au support de l'Iran à la coalition internationale dirigée par les Américains lors de la Guerre du Golfe.

Le démocrate Clinton poursuit l'ouverture malgré l'opposition des lobbyistes anti-iraniens et du Congrès, par de nombreux messages via différents intermédiaires et va même dépêcher le Vice-Président, Al Gore, pour tenter d'avoir une rencontre bilatérale avec l'Iran. On doit aussi mentionner les efforts de Madeleine Albright qui va avouer le rôle américain dans le changement de gouvernement iranien en 1953 pour tenter de rétablir la confiance entre les deux États. La politique d'ouverture est assurément présente depuis Carter et se poursuit avec le républicain George W. Bush. L'Administration Bush est victime des attaques du 11 septembre 2001 en sol américain, qui nécessite une révision de la politique étrangère américaine. Malgré une approche Néoconservatrice et l'inclusion de l'Iran au sein de l'Axe du Mal, les Républicains maintiennent une politique d'ouverture avec la participation de l'Iran dans les efforts de reconstruction en Afghanistan et en Irak. La participation américaine aux négociations sur le

nucléaire iranien et les efforts déployés par Condoleeza Rice pour maintenir ce rapprochement confirment la thèse qu'il y a une politique de rapprochement cohérente et constante depuis 1977.

La présente administration américaine a poursuivi le travail des Présidents précédent en conservant une politique d'ouverture qui a porté des fruits avec l'accord sur le nucléaire. La politique de rapprochement perdue au sein de l'Administration Obama, les exemples des échanges de prisonniers et des marins américains peuvent nous laisser entrevoir une future normalisation des relations sans toutefois sauter à la conclusion trop vite et précipiter nos gestes. On a ainsi établi que la ligne directrice de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran, depuis 1977, est une politique de rapprochement cohérente et constante sur l'ensemble de la période.

Cette politique de rapprochement cohérente et constante se doit d'être étudiée pour démontrer aux décideurs politiques qu'une approche constructive et d'ouverture face à un problème amène ces dividendes à long terme. Cette démarche s'applique aux domaines des Relations internationales. Est-ce que cette politique aurait eu des effets positifs sur un pays comme la Corée du Nord, inclut lui aussi dans l'Axe du Mal et qui a réussi à acquérir l'arme nucléaire de manière belligérante?

On devrait tenter d'établir une démarche qui mènerait à l'établissement de relation diplomatique permanente entre les États-Unis et l'Iran tout en mettant l'emphase sur la nécessité que le processus soit naturel, illimité en temps et adopte une méthode compréhensive du problème. C'est dans cette dernière étape que les efforts de ces Présidents à maintenir une politique de rapprochement attendraient l'objectif final de rétablir une diplomatie permanente avec l'Iran.

## BIBLIOGRAPHIE

Afshār, Amir Aslan. *Mémoires d'Iran*, Paris : Mareuil Éditions, 2016.

Ahmari, Sohrab. «Uncontained Obama`s confused Iran policy», extrait de *World Affairs* 90, n° 6, (November/December 2011), p. 47-55.

Albright, Madeleine. Discours, 1998 Asia society Dinner, New York, États-Unis, 18 juin 1998.

Albright, Madeleine. Discours, Address and Q&A Session before the Council on Foreign Relations, New York, États-Unis, 30 septembre 1997.

Albright, Madeleine. Discours, Remarks and Q&A Session at the Center for National Policy, Washington, États-Unis, 21 janvier 1999.

Albright, Madeleine. Discours, Remarks before the American-Iranian Council, Washington, États-Unis, 17 March 2000.

Ali, Abid Lubna. «Historic US-Iran relations: Revisiting Ideology and Geostrategy», extrait de *Pakistan Journal of American Studies* 26, n° 1 & 2, (Spring & Fall 2008), p. 43-77.

Ali, Sadaf R. et Shahira Fahmy. «Gatekeeping and citizen journalism: The use of social media during the recent uprising in Iran, Egypt, and Lybia», extrait de *Media, War & Conflict* 6, n° 1 (2013), p. 55-69.

Ansari, Ali M. *Confronting Iran*, New York: Basic Books, 2006.

Arms control association. «Timeline of nuclear diplomacy with Iran», consulté le 5 avril 2016, <https://www.armscontrol.org/factsheet/Timeline-of-Nuclear-Diplomacy-With-Iran#2013>.

Bush, George H.W. Discours, Inaugural address, Washington, United States, 20 January 1989.

Bush, George H.W. Discours, The President News Conference, Washington, United States, 15 August 1989.

Carter, Jimmy. *Keeping Faith: Memoirs of a President*, New York : Bantam Books, 1982.

Carter, Jimmy. The Presidents news conference, Washington, United States, 27 February 1979.

Carter, Jimmy. The State of the Union Address Delivered Before a Joint Session of the Congress, Washington, United States, 23 January 1980.

Carter, Jimmy. *White House Diary*, New York: Farrar, Straus and Giroux, 2010.

Chubin , Shahram et Jerrold D. Green. «Engaging Iran: a U.S. strategy», extrait de *Survival* 40, n° 3 (Autumn 1998), p. 153-169.

Clinton, Hillary. Discours, Townterview hosted by Al Jazeera at Camegie Mellon University Qatar campus in Education City, Doha, Qatar, 15 February 2010.

CNN. «Transcript of interview with Iranian President Mohammad Khatami», consulté le 28 février 2016, <http://www.cnn.com/WORLD/9801/07/iran/interview.html>,

Congressional Research Service, «Iran: U.S. concerns and policy responses», consulté le 14 avril 2016, <http://fpc.state.gov/documents/organization/217472.pdf>.

Cook, Alethia H. et Jalil Roshandel. *The United States and Iran: Policy challenges and opportunity*, New York: Palgrave Macmillan, 2009.

Crist, David. *The twilight war*, New York: The Penguin Press, 2012.

Dobbins, James. Testimony, House Committee on oversight and government reform, Subcommittee on National Security and Foreign Affairs, Washington, United States, 7 November 2007.  
[http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/testimonies/2007/RAND\\_CT293.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/testimonies/2007/RAND_CT293.pdf).

El-Khawas, Mohamed. «Obama`s engagement strategy with Iran: Limited results», extrait de *Mediterranean Quarterly* 22, n° 1 (Winter 2011), p. 93-113.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. National Security Strategy, February 2015, Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 2015.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. Public papers of the Presidents of the United States, Barack Obama 2009 Book I, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2010.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. Public papers of the Presidents of the United States, Barack Obama 2009 Book II, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2012.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. Public papers of the Presidents of the United States, Barack Obama 2010 Book I, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2012.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. Public papers of the Presidents of the United States, Bill Clinton 1998 Book I, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1998.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. Public papers of the Presidents of the United States, Bill Clinton 1999 Book I, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1999.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2001 Book II, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2002.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2002 Book I, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2002.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2003 Book I, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2003.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2005 Book I, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2005.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. Public papers of the Presidents of the United States, George W. Bush 2006 Book I, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2006.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. The National Security Strategy of the United States of America, August 1991, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1991.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. The National Security Strategy of the United States of America, January 1987, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1987.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. The National Security Strategy of the United States of America, January 1988, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1988.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. The National Security Strategy of the United States of America, July 1994, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1994.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. The National Security Strategy of the United States of America, March 2006, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2006.

États-Unis. Executive Office of the President of the United States. The National Security Strategy of the United States of America, October 1998, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1998.



États-Unis. Executive Office of the President of the United States. The National Security Strategy of the United States of America, September 2002, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 2002.

Ganji, Babak. *Politics of confrontation*, New York : Tauris academic studies, 2006.

Ghasemi, Shapour. « Shooting down Iran air flight 655 », Iran Chamber society, 2004, consulté le 7 février 2016, [http://www.iranchamber.com/history/articles/shootingdown\\_iranair\\_flight655.php](http://www.iranchamber.com/history/articles/shootingdown_iranair_flight655.php).

Glad, Betty. « Personality, Political and Group Process Variables in Foreign Policy Decision-Making: Jimmy Carter's Handling of the Iranian Hostage Crisis », extrait de *International Political Science Review* 10, n° 1 (1989), p. 35-61.

Global Security.Org. « Operation Continue Hope », consulté le 14 avril 2016, [http://www.globalsecurity.org/military/ops/continue\\_hope.htm](http://www.globalsecurity.org/military/ops/continue_hope.htm).

Gold, Dore. *The rise of nuclear Iran: Hoe Tehran defies the West*, Washington D.C. : Regnery Publishing, 2009.

Gonzalez, Nathan. *Engaging Iran: The rise of a Middle East powerhouse and America's strategic choice*, Connecticut : Praeger, 2007.

Govtrack.us. « Summaries for the Iran-Iraq Arms Non-Proliferation Act of 1992 », consulté le 7 février 2016, <https://www.govtrack.us/congress/bills/102/s2543/summary>.

Graubard, Stephen R. *MR. Bush's war: Adventures in the politics of illusion*, New York : Hill and Wang, 1992.

Grievies, Forest L. « The Gulf Crisis, International Law, and American foreign policy », extrait de *Montana Business Quarterly* 29, n° 3 (Autumn 1991), p. 12-16.

Grosscup, Beau. « Global terrorism in the post-Iran-Contra era: debunking myths and facing realities », extrait de *International Studies* 29, n° 1 (1992), p. 55-78.

Hicks, Bruce D. « Internal competition over foreign policy-making: the case of U.S. arms sales to Iran », extrait de *Policies Studies Review* 9, n° 3 (Spring 1990), p. 471-484.

History, « Earthquake devastates Iran », consulté le 7 février 2015, <http://www.history.com/this-day-in-history/earthquake-devastates-iran>.

Hurst, Steven. « Obama and Iran », extrait de *International Politics* 49, n° 5 (September 2012), p. 545-567.

Inter Press Service. « Diplomacy: Speculation over Iran-U.S. detente continues apace », consulté le 7 novembre 2015,

<http://www.ipsnews.net/2013/09/speculation-over-iran-u-s-detente-continues-apace/>.

Kitfield, James. «Between Iran and the U.S., wary diplomacy», extrait de *National Journal*, 26 septembre, 2009, p. 3.

Klare, Michael T. «Oil, Iraq, and American foreign policy: The continuing salience of the Carter doctrine», extrait de *International Journal* 62, n° 1 (Winter 2006/2007), p. 31-42.

Lecours, André. «La complexité de valeurs dans la politique étrangère de l'administration Reagan face à l'Iran», extrait de *Revue Études internationales*, volume XXVII, n° 3 (septembre 1996), p. 533-551.

Mafinezam, Alidad et Aria Mehrabi. *Iran and Its Place Among Nations*, Westport: Praeger, 2008.

Memon, Ali Nawaz. «Is it time to rethink U.S. policy on Iran? Bring Iran into the peace process», extrait de *The Washington Report on Middle East Affairs* 14, n° 8 (1996), p. 93, <http://search.proquest.com/docview/218793122?accountid=9867>.

Mousavian, Seyed Hossein. *Iran and the United States: An Insider's View on the Failed Past and the Road to Peace*, New York : Bloomsbury, 2014.

Murray, Donette. «The carcass of dead policies: lessons for Obama in dealing with Iran», extrait de *Contemporary Politics* 16, n° 2 (June 2010), p. 209-223.

Murray, Donette. *US Foreign Policy and Iran*, London and New York : Routledge Taylor & Francis Group, 2010.

Naji, Saeid et Jayum Anak Jawan. «The US geopolitical codes and its influences on the US-Iran relations: The case of George W. Bush's Presidency», extrait de *Journal of Politics and Law* 4, n° 1 (March 2011), p. 231-241.

Newkirk, Anthony. «Diplomacy and Hypocrisy: The case of Iran», extrait de *Middle East Policy* 15, n°1 (Spring 2008), p. 30-45.

Obama, Barack. Discours, Université du Caire, Caire, Égypte, 4 juin 2009.

Obama, Barack. Statement by the President on Iran, White House, Washington, United States, 17 January 2016.

Pahlavi, Pierre, et Christian Pahlavi. *Le marécage des Ayatollahs : Une histoire de la Révolution iranienne*, Paris : Perrin, 2015.

Parsi, Trita. *Treacherous Alliance : the secret dealings of Israel, Iran and the United States*, New Haven and London: Yale University Press, 2007.

Pillar, Paul R, «The Role of Villain : Iran and U.S. Foreign Policy», extrait de *Political Science Quarterly* 128, n°2 (2013), p. 211-231.

Pressman, Jeremy. «Power without influence», extrait de *International Security* 33, n° 4 (spring 2009), p. 149-179.

Rafique, Najam, et Babar Shah. «Political and economic impact of nuclear-related sanctions on Iran and its foreign policy options», extrait de *Strategic Studies XXXII-XXXIII* 4-1, (Mar 31, 2013), p. 15-25.

Razoux, Pierre. *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, Paris : Perrin, 2013.

Reagan, Ronald. Discours, White House, Washington, United States, 4 March 1987.

Riedel, Bruce. «America and Iran: Flawed analysis, missed opportunities, and looming dangers», extrait de *Brown Journal of World Affairs* XV, n°1 (Fall/Winter 2008), p. 101-111.

Sappenfield, Mark. «Behind Bush`s hard line on Iran; after 9/11, the administration may see the US as the only one prepared to take action», extrait de *The Christian Science Monitor*, 14 April 2006. <http://search.proquest.com/docview/405552174?accountid=9867>.

Seliktar, Ofira. *Navigating Iran : From Carter to Obama*, New York : Palgrave Macmillan, 2012.

Shirley, Edward G. «The Iran policy trap», extrait de *Foreign Policy* 96, (Fall 1994), p. 75-93. <http://search.proquest.com/docview/224044986?pq-origsite=summon>.

Solomon, Lewis D. *Paul D. Wolfowitz : Visionary Intellectual, Policymaker, and strategist*, London : Praeger Security International, 2007.

Scott, James M. « Reagan`s Doctrine? The formulation of an American foreign policy strategy», extrait de *Presidential Studies Quarterly* 26, n°4 (Fall 1996), p. 1047-1061.

Taheri, Amir. «The United States and the Reshaping of the Greater Middle East», extrait de *American Foreign Policy Interest* 27, (2005), p. 295-301.

Tarock, Adam. «US-Iran relations: heading for confrontation?», extrait de *Third World Quarterly* 17, n°1 (1996), p. 149-167.

Tirman, John. «Diplomacy, terrorism, and national narratives in the United States – Iran relationship», extrait de *Critical Studies on terrorism* 2, n°3 (December 2009), p. 527-539.

Trenta, Luca. «The Champion of Human Rights Meets the King of Kings: Jimmy Carter, the Shah, and Iranian Illusions and Rage», extrait de *Diplomacy and Statecraft* 24, (2013), p. 476-498.

United Nations, «Iran-Iraq-UNIIMOG background», consulté le 7 février 2016, <http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/past/uniimogbackgr.html>.

U.S. Department of State. «Press availability on Nuclear Deal with Iran, John Kerry, 14 July 2015, Vienna, Austria», consulté le 5 avril 2016,  
<http://www.state.gov/secretary/remarks/2015/07/244885.htm>.

U.S. Department of State. «Press Statement, John Kerry, 12 January 2014», consulté le 5 avril 2016,  
<http://www.state.gov/secretary/remarks/2014/01/219566.htm>.

U.S. Department of State. «Press Statement on U.S. Navy sailors' departure from Iran, John Kerry, 13 January 2016», consulté le 5 avril 2016,  
<http://www.state.gov/secretary/remarks/2016/01/251139.htm>.

U.S. Department of State. «U.S. Support for the EU-3», consulté le 7 novembre 2015,  
<http://2001-2009.state.gov/secretary/rm/2005/43276.htm>.

U.S. Department of the Treasury. «Executive Order 13645 (2013)», consulté le 4 avril 2016,  
<https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/13645.pdf>.

U.S. Department of the Treasury. «Resource Center, Iran sanction», consulté le 7 novembre 2015,  
<http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Pages/iran.aspx>.

U.S. Department of the Treasury. «United Nations Security Council Resolution 1696 (2006)», consulté le 17 mars 2016,  
<https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/1696.pdf>.

U.S. Department of the Treasury. «United Nations Security Council Resolution 1737 (2006)», consulté le 7 novembre 2015,  
<http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/1737.pdf>.

U.S. Department of the Treasury. «United Nations Security Council Resolution 1747 (2007)», consulté le 7 novembre 2015,  
<http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/1747.pdf>.

U.S. Department of the treasury. «United Nations Security Council Resolution 1803 (2007)», consulté le 17 mars 2016,  
<https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/1803.pdf>

U.S. Department of the Treasury. «United Nations Security Council Resolution 1929 (2010)», consulté le 7 novembre 2015,  
<http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/1929.pdf>

Zonis, Marvin et Salman Farmanfarmaian. «All in the timing : Renewing U.S.-Iran Relations», extrait de *World Policy Journal* 16, n°4 (Winter 1999/2000), p. 33-48.